

**MINISTERE DE LA JUSTICE**

**DIRECTION DES AFFAIRES CIVILES ET DU SCEAU**

**Bureau du droit des obligations**

**Paris, le 07 MAI 2004**

**DIRECTION DES SERVICES JUDICIAIRES**

**Bureau des greffes**

**Bureau de l'informatisation des juridictions**

**Circulaire**

*Date d'application : immédiate*

**Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice**

à

**Monsieur le Premier Président de la Cour de Cassation**

**Monsieur le Procureur Général de ladite cour**

**Mesdames et Messieurs les Premiers Présidents des cours d'appel  
Mesdames et Messieurs les Procureurs Généraux près lesdites cours  
(Métropole et Outre-mer)**

**POUR INFORMATION**

**Monsieur le Directeur de l'Ecole nationale de la magistrature**

**Monsieur le Directeur de l'Ecole nationale des greffes**

N° NOR : **JUS B 04 10244 C.**

Numéro de circulaire : **SJ.04-010-B3/07.05.04.**

Référence de classement :

Mots clés : Surendettement - Rétablissement personnel.

Titre détaillé : Application de la réforme de surendettement - Entrée en application de la procédure de rétablissement personnel.

Texte(s) source(s) : Loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation (article 35 à 46).  
Décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation.  
Décret n° 2004-218 du 12 mars 2004 modifiant le décret n° 2003-1062 du 7 novembre 2003 fixant le tarif des insertions au Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales.  
Arrêté n° VILC0410635A du 29 mars 2004 relatif à la rémunération des mandataires judiciaires en matière de rétablissement personnel.  
Arrêté n° JUSB0410205A du 26 avril 2004 fixant le modèle des avis de jugement d'ouverture adressés au Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales.

Texte(s) abrogé(s) :

Texte(s) modifié(s) :

Publication : *B.O. + INTRANET - permanente*

**Modalités de diffusion**

Diffusion assurée par la direction des services judiciaires  
aux chefs de la Cour de Cassation, aux chefs des cours d'appel en un exemplaire chacun

**Pièce(s) jointe(s) : voir annexes**

**Paris le 07 MAI 2004**

**Direction des Affaires Civiles et du Sceau**

Bureau du droit des obligations

**Direction des Services Judiciaires**

Bureau des greffes

Bureau de l'informatisation des juridictions

**LE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE**

**à**

**Monsieur le Premier Président de la Cour de Cassation**

**Monsieur le Procureur Général de ladite Cour**

**Mesdames et Messieurs les Premiers Présidents des cours d'appel**

**Mesdames et Messieurs les Procureurs Généraux près lesdites cours  
(Métropole et Outre-mer)**

**Pour information**

**Monsieur le Directeur de l'Ecole nationale de la magistrature**

**Monsieur le Directeur de l'Ecole nationale des greffes**

**O B J E T** : Application de la réforme du surendettement – Entrée en application de la  
procédure de rétablissement personnel.

La loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine modifie, dans ses articles 35 à 46, les dispositions du code de la consommation relatives au traitement des situations de surendettement des particuliers.

Partant du constat que les procédures existantes prévues aux articles L.331-6, L.331-7 et L.331-7-1 du code de la consommation ne permettaient pas de régler les situations financières les plus obérées, la loi a instauré une procédure judiciaire, dite de rétablissement personnel, conduisant sous certaines conditions à l'effacement des dettes non professionnelles du débiteur.

Relevant de la compétence du juge de l'exécution, cette procédure est ouverte au débiteur de bonne foi, dont la situation irrémédiablement compromise a été reconnue. Elle se caractérise par une étape, soumise à l'appréciation du juge, de liquidation des biens personnels du débiteur et par le prononcé, à sa suite, d'un jugement de clôture.

La loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 a par ailleurs renforcé l'efficacité de certains mécanismes en vigueur. A titre principal, la commission de surendettement des particuliers dispose désormais d'un délai limité à six mois pour instruire le dossier. A cette commission, sont adjoints un conseiller en économie sociale et familiale et un juriste avec voix consultative.

La durée totale des plans de redressement est en principe limitée à dix années. La durée des moratoires prévue par l'article L.331-7-1 est limitée à deux ans et ne peut déboucher que sur un effacement partiel des dettes. Le régime des dettes fiscales, parafiscales ou sociales est totalement aligné sur celui des autres dettes.

Le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 pris pour l'application de la loi modifie la partie réglementaire du titre III du livre III du code de la consommation.

L'introduction de la procédure de rétablissement personnel est l'occasion de restructurer cette partie du code de la consommation dans le sens d'une plus grande clarté.

Le titre III comprend désormais deux chapitres relatifs pour le premier aux commissions de surendettement et pour le deuxième à la procédure devant le juge de l'exécution.

Le chapitre I, sur l'organisation et le fonctionnement des commissions et la procédure suivie devant elles, est composé de cinq-sous sections énonçant successivement les dispositions procédurales d'ordre général mises en œuvre devant les commissions, les règles relatives à l'instruction des dossiers, la vérification des créances, la suspension des procédures d'exécution et les mesures de traitement du surendettement conventionnelles ou recommandées.

Le chapitre II est consacré au contrôle par le juge des mesures recommandées par les commissions et à la procédure de rétablissement personnel.

Il débute par une section 1 relative aux règles procédurales communes applicables devant le juge de l'exécution quand il statue en matière de surendettement.

La section 2 traite du contrôle exercé par le juge sur les mesures recommandées.

La section 3 décline la procédure de rétablissement personnel qui se caractérise par six étapes :

- l'ouverture de la procédure,
- les mesures de publicité et la déclaration des créances,
- l'état des créances,
- la liquidation des biens du débiteur,
- la répartition du prix,
- la clôture.

Elle comprend sept sous-sections compte tenu de l'existence d'une section relative aux modalités de renvoi des dossiers devant les commissions et aux modalités de résolution des plans en application du second alinéa de l'article L.332-10.

La présente circulaire est divisée en deux parties. Une première d'ordre général, explicative des nouvelles dispositions législatives et réglementaires et une seconde axée sur la mise en œuvre opérationnelle de la procédure au sein des tribunaux.

**TABLE DES MATIERES**

**PREMIERE PARTIE**

**DISPOSITIONS GENERALES**

<b>I - <u>TRAITEMENT DES DOSSIERS PAR LES COMMISSIONS DE SURENDETTEMENT</u></b>	Pages
<b>A - Organisation des commissions de surendettement.....</b>	6
<b>B - Instruction des dossiers.....</b>	6
<b>1-Précisions relatives au champ d'application de la loi.....</b>	6
<b>2-Dépôt du dossier de surendettement par le débiteur.....</b>	7
2.1-Mentions supplémentaires relatives au travailleur social .....	7
2.2-Renseignements sur l'actif patrimonial.....	7
2.3-Imprimé relatif aux dettes fiscales du débiteur.....	7
2.4-Information concernant l'inscription au FICP.....	7
<b>3-Procédure d'instruction des dossiers devant la commission de surendettement.....</b>	8
3.1-Durée de l'instruction.....	8
3.2-Etablissement du reste à vivre.....	8
3.3-Audition du débiteur par la commission.....	8
<b>4 -Orientation du dossier.....</b>	9
<b>C - Modifications apportées au traitement des dossiers en application des articles L. 331-6, L.331-7 et L. 331-7-1.....</b>	9
<b>1-Durée des plans prévus par les articles L.331-6 et L.331-7.....</b>	9
<b>2-Moratoire et effacement des dettes de l'article L.331-7-1.....</b>	9
2.1-Limitation à deux ans de la durée des moratoires.....	9
2.2-Effacement partiel des dettes visées à l'alinéa 2.....	10
2.3-Recours des cautions ou coobligés.....	10
<b>3-Dispositions communes aux mesures visées aux articles L.331-6, L.331-7, L.331-7-1.....</b>	10
3.1-Intégration des dettes fiscales, parafiscales et envers les organismes de sécurité sociale.....	10
3.2-Exclusion des dettes visées à l'article L.333-1.....	10
<b>D- Inexécution d'un plan conventionnel ou des mesures recommandées.....</b>	10

	Pages
<b>II - TRAITEMENT JUDICIAIRE DES DOSSIERS DE SURENDETTEMENT</b> .....	11
Juge compétent et dispositions procédurales applicables.....	11
<b>A - Diligences à accomplir par le greffe pour permettre l'inscription du dossier au FICP</b> .....	11
<b>B - La procédure de rétablissement personnel</b> .....	12
<b>1 - Ouverture de la procédure</b> .....	12
1.1- La saisine du juge de l'exécution.....	12
1.1.1- <i>Modes de saisine</i> .....	12
a) Sur saisine de la commission.....	12
b) D'office.....	12
c) Sur saisine du débiteur.....	12
1.1.2- <i>Convocation des parties</i> .....	12
1.1.3- <i>Invitation du travailleur social à l'audience</i> .....	13
1.2-Le jugement d'ouverture.....	13
1.2.1- <i>Prononcé</i> .....	13
1.2.2- <i>Désignation facultative d'un mandataire</i> .....	13
1.2.3- <i>Les mesures de suivi social</i> .....	13
1.2.4- <i>Mentions relatives à la déclaration des créances</i> .....	14
1.2.5- <i>Effets attachés au jugement</i> .....	14
<b>2 - Mesures de publicité et déclaration des créances</b> .....	14
2.1-Mesures de publicité.....	14
2.2-Déclaration des créances.....	15
<b>3 - Etat des créances</b> .....	16
3.1-Par le mandataire.....	16
3.2-Par le greffe.....	16
3.3-Contestation de l'état des créances.....	17
<b>4 - Procédure facultative de liquidation</b> .....	17
4.1-Jugement de liquidation.....	17
4.2-Opérations de liquidation.....	17
4.2.1- <i>Projet de vente amiable</i> .....	17
4.2.2- <i>Vente forcée</i> .....	18
a) Dispositions générales.....	18
b) Particularités de la vente sur saisie immobilière.....	18
4.3-Répartition du prix.....	19
<b>5 - Issue de la procédure</b> .....	20
5.1-En l'absence de procédure de liquidation.....	20
5.1.1- <i>Plan comportant les mesures de l'article L.331-7</i> .....	20
5.1.2- <i>Jugement de clôture pour insuffisance d'actif</i> .....	20
5.2-Clôture après liquidation.....	21

	Pages
<b>III - <u>APPLICATION DES DISPOSITIONS DANS LE TEMPS</u></b> .....	22

## **DEUXIEME PARTIE**

<b>- <u>INSTRUCTIONS DE GESTION PAR LE GREFFE</u></b> .....	23
<b>A - Gestion du dossier</b> .....	23
<b>B - Gestion des frais de procédure</b> .....	27

## **ANNEXES**

### **- INSTRUCTIONS DE GESTION INFORMATIQUE**

- ✎ **Mode opératoire Win Ci TGI**
- ✎ **Mode opératoire CITI**

### **- FORMULAIRES**

- I- Formulaire relatif à l'avis du jugement d'ouverture à établir par le greffe (article R.332 -15)
- II- Formulaire relatif à l'avis du jugement d'ouverture à établir par le mandataire
- III-Imprimé recensant les dettes fiscales non professionnelles du débiteur
- IV-Formulaire de l'article R.331-10-1
- V- Formulaire relatif à l'avis de dépôt de l'état de collocation

## **PREMIERE PARTIE**

### **DISPOSITIONS GENERALES**

#### **I - TRAITEMENT DES DOSSIERS PAR LES COMMISSIONS DE SURENDETTEMENT**

##### **A - Organisation des commissions de surendettement**

Afin d'évaluer au mieux la situation du débiteur, la commission comprend deux nouveaux intervenants associés à l'instruction du dossier : un conseiller en économie sociale et familiale et un juriste.

Ces personnes, qui assistent aux réunions de la commission de surendettement avec voix consultative, sont nommées par arrêté du préfet, lequel procède à leur remplacement en cas d'empêchement.

La première doit justifier d'une expérience d'au moins trois années dans le domaine de l'économie sociale et familiale. Elle pourra être choisie notamment parmi les agents du département, de la caisse d'allocations familiales ou de la caisse de la mutualité sociale agricole. La deuxième qui est nommée sur proposition du premier président de la cour d'appel doit justifier d'une licence en droit et d'une expérience juridique d'au moins trois ans, ce juriste étant susceptible d'appeler l'attention de la commission sur les aspects proprement juridiques des dossiers en examinant notamment les documents contractuels produits lors de l'instruction.

Ces deux personnes participent à l'instruction des dossiers sous l'autorité du président de la commission et ont voix consultative aux réunions de la commission. Leur avis sera consigné sur les procès-verbaux des réunions.

Comme l'indique la circulaire du ministère de l'économie et des finances du 12 mars 2004, publiée au Journal Officiel du 23 mars, les documents destinés à être examinés en séance seront tenus à la disposition de ces intervenants au secrétariat de la commission. A la demande du secrétariat, ils participent à l'audition du débiteur par la commission.

##### **B - Instruction des dossiers**

###### **1 - Précisions relatives au champ d'application de la loi**

Dans le souci d'une plus grande précision de la définition des dettes non professionnelles devant être prises en compte dans l'examen de la recevabilité d'un dossier, le législateur, aux termes de l'article L.330-1, a précisé qu'étaient comprises parmi les personnes physiques de bonne foi ne pouvant faire face à l'ensemble de leurs dettes non professionnelles exigibles et à échoir celles ayant donné un engagement de cautionner ou d'acquitter solidairement la dette d'un entrepreneur individuel ou d'une société dès lors qu'elles n'avaient pas été, en droit ou en fait, dirigeant de celle-ci.

La personne, caution ou coobligée d'une dette d'un entrepreneur individuel ou d'une société, pourra ainsi voir sa dette prise en compte lors de l'examen de la recevabilité de son dossier sauf si elle avait été dirigeante de fait ou de droit de la société.

## **2 - Dépôt du dossier de surendettement par le débiteur**

### **2.1 - Mentions supplémentaires relatives au travailleur social**

Lorsqu'il remplit sa déclaration visant au traitement de sa situation de surendettement, le débiteur doit désormais, en plus des informations d'ores et déjà requises, indiquer s'il est suivi par un travailleur social et préciser le nom, le prénom et les coordonnées de ce dernier.

Les informations ainsi transmises devront permettre au juge de l'exécution de convoquer, s'il le souhaite, ce travailleur social à l'audience d'ouverture de la procédure de rétablissement personnel ainsi que le permettent les articles L.332-6 et R.332-12.

### **2.2 - Renseignements sur l'actif patrimonial**

Au titre des informations financières le concernant, le débiteur fournira désormais en plus de l'état de son endettement et de ses ressources, un état de son actif patrimonial (immeubles, valeurs mobilières, voitures...) comportant les indications en sa possession concernant leur valeur estimée.

### **2.3 - Imprimé relatif aux dettes fiscales du débiteur**

En considération des articles R.247 A-1 et R.247-10-A du Livre des procédures fiscales, le dossier de surendettement comportera dorénavant un imprimé recensant les dettes fiscales non professionnelles du débiteur (joint en annexe III de la présente circulaire à titre d'information), rempli et signé de sa main, lequel sera transmis aux services fiscaux et au Trésor.

La circulaire du ministère de l'économie et des finances en date du 12 mars 2004 précise que l'imprimé fiscal est adressé par le secrétariat de la commission aux représentants respectifs des services fiscaux et du Trésor. Ceux-ci sont considérés comme saisis de la demande en remise gracieuse ou en dispense de paiement au sens de l'article R.247-10 du Livre des procédures fiscales, à la date de la saisine de la commission.

### **2.4 - Information concernant l'inscription au FICP**

Aux termes de l'article L. 333-4 alinéa 3, l'inscription au Fichier national des incidents de remboursement des crédits aux particuliers (FICP) intervient à compter du dépôt de son dossier par le débiteur. Cette information est portée à la connaissance du débiteur lorsque le secrétariat de la commission lui remet ou lui fait parvenir une déclaration type de surendettement.



### **3 - Procédure d'instruction des dossiers devant la commission de surendettement**

#### **3.1 - Durée de l'instruction**

Aux termes de l'article L.331-3 du code de la consommation, la commission dispose d'un délai de six mois à compter du dépôt du dossier pour procéder à son instruction et décider de son orientation.

Si le délai de six mois est dépassé, l'article L.332-5 dispose qu'au cours des trois mois suivants l'expiration de ce délai, le taux d'intérêt applicable à tous les emprunts en cours contractés par le débiteur est le taux d'intérêt légal, sauf décision contraire de la commission intervenant au cours de cette période ou décision contraire du juge intervenant à son issue.

Passé le délai de neuf mois à compter du dépôt du dossier, le débiteur peut saisir le juge aux fins d'ouverture d'une procédure de rétablissement personnel.

L'article R.331-7-3 vient préciser que les délais de six et neuf mois précités courent à compter de la date à laquelle le dossier est complet.

La date à laquelle le dossier du débiteur est complet, point de départ des délais de 6 et 9 mois visés à l'article R.331-7-3, est mentionnée dans le courrier aux termes duquel la commission informe de sa saisine le débiteur et ses créanciers par lettre simple.

#### **3.2 - Etablissement du "reste à vivre"**

L'article L.331-2 dispose que la part de ressources nécessaire aux dépenses courantes et qui ne peut être inférieure à un montant égal au revenu minimum d'insertion majoré de 50% dans le cas d'un ménage, est désormais fixée par la commission après avis de la personne justifiant d'une expérience dans le domaine de l'économie sociale et familiale.

L'article R.331-15-1 vient en conséquence préciser que la part des ressources mensuelles du débiteur à affecter à l'apurement de ses dettes n'est plus calculée que par référence au barème prévu à l'article R.145-2 du code du travail.

Pour l'application de ces articles, l'avis du conseiller en économie sociale et familiale portera sur les modalités générales du reste à vivre à retenir et cette personne pourra procéder à des vérifications, pour s'assurer qu'il est fait une correcte application de la formule de calcul établie.

#### **3.3 - Audition du débiteur par la commission**

L'article L.331-3 (quatrième alinéa) mentionne que le débiteur doit être informé de la faculté qui lui est offerte d'être entendu par la commission à compter de la notification de la décision de recevabilité. Pour ce faire, le débiteur adresse sa requête par lettre simple au secrétariat de la commission.

## **4 -Orientation du dossier**

L'orientation des dossiers est faite au cours de leur instruction par la commission dans un délai maximum de six mois.

Par cette orientation, la commission décide de saisir le juge de l'exécution d'une demande d'ouverture de la procédure de rétablissement personnel ou conserve le dossier pour l'application des mesures visées aux articles L.331-6, L.331-7 et L.331-7-1.

L'orientation du dossier vers le juge de l'exécution aux fins d'ouverture d'une procédure de rétablissement personnel ne peut s'effectuer qu'avec l'accord du débiteur recueilli avant la saisine du juge. L'accord est donné par écrit sur un formulaire remis au débiteur par le secrétariat de la commission dont le modèle est joint en annexe IV à la présente circulaire.

Ce formulaire informe l'intéressé que la procédure de rétablissement personnel est susceptible d'entraîner à son égard une décision de liquidation de son patrimoine personnel et reproduit les dispositions de l'article L.332-8 relatif au dessaisissement du débiteur de ses droits et actions sur son patrimoine.

Cette orientation peut intervenir à compter du moment où la commission a déclaré le dossier recevable.

Lorsqu'un recours est formé à l'encontre d'une décision de la commission rendue pendant le cours de son instruction, et que ce recours est pendant devant le juge de l'exécution, la commission, qui a poursuivi son instruction et qui envisage de saisir ce magistrat aux fins de l'ouverture d'une procédure de rétablissement personnel, en informe le greffe. Celui-ci veille à un audience joint des deux procédures.

## **C - Modifications apportées au traitement des dossiers en application des articles L.331-6, L.331-7 et L.331-7-1**

### **1 - Durée des plans prévus par les articles L.331-6 et L.331-7**

Tant les plans conventionnels aux termes de l'article L.331-6 que les plans établis en application de l'article L.331-7 ne peuvent excéder dix années.

Ces délais peuvent être dépassés lorsque les mesures de traitement concernent le remboursement de prêts contractés pour l'achat d'un bien immobilier constituant la résidence principale du débiteur et dont le plan permet d'éviter la cession.

### **2 - Moratoire et effacement des dettes de l'article L.331-7-1**

L'article L.331-7-1 a connu des modifications dans le cadre des débats législatifs :

#### **2.1- Limitation à deux ans de la durée des moratoires**

Lorsque la commission constate, sans retenir son caractère irrémédiable, l'insolvabilité du débiteur, la durée de la suspension de l'exigibilité des créances autres qu'alimentaires susceptible d'être recommandée par elle a été réduite à deux années.

## 2.2 - Effacement partiel des dettes visées à l'alinéa 2

L'article L.331-7-1 alinéa 2 n'autorise plus qu'un effacement partiel des dettes, l'effacement total des dettes du débiteur ne pouvant être effectué que dans le cadre de la procédure de rétablissement personnel.

## 2.3 - Recours des cautions ou coobligés

Les créances dont le prix a été payé au lieu et place du débiteur par une caution ou un coobligé ne peuvent pas faire l'objet d'un effacement.

# 3 - Dispositions communes aux mesures visées aux articles L.331-6, L.331-7 et L.331-7-1

## 3.1 - Intégration des dettes fiscales, parafiscales et envers les organismes de sécurité sociale

Le législateur a aligné le régime des dettes fiscales, parafiscales et envers les organismes de sécurité sociale sur celui des autres dettes. Ces dettes font donc désormais l'objet de report, de rééchelonnement, de remises totales ou partielles dans les mêmes conditions que les autres dettes.

## 3.2 - Exclusion des dettes visées à l'article L.333-1

Sauf accord du créancier, sont exclues de toute remise, de tout rééchelonnement ou effacement les dettes alimentaires et les réparations pécuniaires allouées aux victimes dans le cadre d'une condamnation pénale.

Les amendes ne peuvent quant à elles faire l'objet de tels remises, rééchelonnements ou effacements étant rappelé que les débiteurs peuvent, aux termes du droit commun, obtenir dans les conditions de l'article 708 du code de procédure pénale la suspension ou le fractionnement de telles peines.

# D - Inexécution d'un plan conventionnel ou des mesures recommandées

L'article L.331-7-2 dispose que s'il apparaît, en cours d'exécution d'un plan conventionnel ou de recommandations, que la situation du débiteur devient irrémédiablement compromise et rend de ce fait, manifestement impossible la continuation de l'exécution de ces mesures, le débiteur peut saisir la commission afin de bénéficier d'une procédure de rétablissement personnel.

Conformément à l'article R.331-10-2, avant de saisir le juge d'une demande d'ouverture d'une procédure de rétablissement personnel, la commission constate la bonne foi du débiteur et ce particulièrement dans l'exécution des mesures dont il bénéficiait jusqu'alors. Elle se penchera par ailleurs sur l'évolution de ses ressources.

Si elle estime la demande bien fondée, la commission enverra le dossier au greffe du juge de l'exécution. La saisine du juge de l'exécution rend le plan ou les recommandations caducs.

## **II - TRAITEMENT JUDICIAIRE DES DOSSIERS DE SURENDETTEMENT**

### **?? Juge compétent**

Aux termes de l'article L.330-1, le juge de l'exécution connaît de la procédure de traitement des situations de surendettement devant la commission de surendettement et de la procédure de rétablissement personnel.

L'article L.311-12 du code de l'organisation judiciaire dispose que les fonctions de juge de l'exécution sont exercées par le président du tribunal de grande instance qui peut déléguer ces fonctions à un ou plusieurs juges de ce tribunal. Le président du tribunal fixe la durée et l'étendue territoriale de cette délégation.

Il est à souligner que la procédure de rétablissement personnel comporte une phase de liquidation avec laquelle des procédures de saisie immobilière et des procédures d'ordre, qui sont traitées au sein du tribunal de grande instance (à l'exception de l'Alsace-Moselle), peuvent interférer. Ces circonstances plaident, pour des raisons de cohérence de traitement, en faveur d'un regroupement de l'ensemble des procédures au tribunal de grande instance.

### **?? Dispositions procédurales applicables**

Les dispositions procédurales applicables devant le juge de l'exécution ont été regroupées dans la section I du chapitre II.

Ces dispositions ont permis de simplifier la lecture des textes d'ores et déjà existants et s'appliquent à la nouvelle procédure de rétablissement personnel.

La saisine du juge de l'exécution se fait ainsi par déclaration remise ou adressée au greffe (pour la commission, par lettre simple).

Le juge de l'exécution statue par jugement sauf dispositions visant une ordonnance (les règles relatives à l'examen de la recevabilité et à la vérification des créances n'ont pas été modifiées). Le juge statue en dernier ressort sauf dispositions contraires.

Les dispositions relatives aux convocations et aux notifications sont également regroupées aux articles R.332-1-2 et R.332-1-4.

### **A - Diligences à accomplir par le greffe pour permettre l'inscription du dossier au FICP**

Aux termes de l'article L.333-4, l'inscription des débiteurs au FICP s'effectue désormais dès le dépôt du dossier du débiteur devant la commission de surendettement.

En application de cet article, il est procédé à la radiation du débiteur du FICP à l'issue du délai de quinze jours à compter de la notification d'une décision d'irrecevabilité.

Si le juge prononce un jugement de recevabilité à l'occasion d'un recours exercé à l'encontre d'une décision d'irrecevabilité de la commission, le greffe doit notifier par lettre simple une copie du jugement de recevabilité à la Banque de France afin que celle-ci procède à la réinscription du débiteur au FICP.

## **B - La procédure de rétablissement personnel**

### **1 - Ouverture de la procédure**

#### **1.1-La saisine du juge de l'exécution**

##### *1.1.1-Modes de saisine*

Cette ouverture peut intervenir sur saisine de la commission, sur saisine d'office du juge et à titre exceptionnel sur saisine du débiteur :

##### **a) Sur saisine de la commission**

Cette saisine intervient lorsque la commission a décidé de l'orientation du dossier en procédure de rétablissement personnel sur le fondement des articles L. 331-3 et L. 331-7-2. Le dossier est alors adressé au greffe du juge de l'exécution par lettre simple. Doivent y être joints la décision d'orientation de la commission et l'accord écrit du débiteur à celle-ci.

##### **b) D'office**

Lorsqu'il est saisi d'un recours à l'encontre d'une décision relative à l'orientation du dossier par la commission, à une vérification de créances ou aux mesures recommandées, le juge peut décider d'office de l'ouverture d'une procédure de rétablissement personnel.

L'accord du débiteur à la procédure de rétablissement personnel devra être recueilli à l'audience. Cet accord peut être donné verbalement, note en étant prise par le greffier.

##### **c) Sur saisine du débiteur**

Si le délai de neuf mois à compter du dépôt complet du dossier s'est écoulé sans que la commission ait décidé de l'orientation de celui-ci, le débiteur peut saisir directement le juge de l'exécution d'une demande d'ouverture à son profit d'une procédure de rétablissement personnel.

La date à partir de laquelle est calculé le délai de neuf mois est mentionnée dans le courrier aux termes duquel la commission informe de sa saisine le débiteur et ses créanciers par lettre simple.

Le débiteur saisit le juge par une déclaration remise ou adressée au greffe. Celui-ci en informe la commission par lettre simple et l'invite à lui transmettre le dossier.

##### *1.1.2-Convocation des parties*

Le débiteur et les créanciers sont convoqués à l'audience d'ouverture par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Cette convocation doit être adressée dans le délai d'un mois à compter de la réception du dossier par le greffe. La convocation, adressée au débiteur, est doublée d'une lettre simple.

### *1.1.3-Invitation du travailleur social à l'audience*

S'il l'estime utile, le juge de l'exécution peut faire convoquer à l'audience d'ouverture un travailleur social. Celui-ci sera de préférence le travailleur dont les coordonnées ont été énoncées par le débiteur dans sa déclaration de surendettement. A défaut, il sera choisi sur la liste établie par le préfet.

Les débiteurs pourront ainsi être conseillés dans les diverses démarches à entreprendre notamment auprès des organismes sociaux.

## **1.2 - Le jugement d'ouverture**

### *1.2.1-Prononcé*

Ce jugement est subordonné à la constatation par le juge que la situation du débiteur est irrémédiablement compromise et qu'il est de bonne foi. A cet égard, il convient de relever que, dans certaines hypothèses, le juge, à l'occasion d'un recours sur la recevabilité, se sera déjà prononcé sur la bonne foi du débiteur.

### *1.2.2-Désignation facultative d'un mandataire*

Lorsqu'il décide de l'ouverture d'une procédure de rétablissement personnel, le juge de l'exécution peut désigner un mandataire afin d'effectuer un bilan économique et social de la situation du débiteur dans un délai de quatre mois à compter de sa désignation.

Le choix de ce mandataire sera fait sur une liste établie par le procureur de la République comprenant des mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises, des huissiers de justice et des associations tutélaires, familiales ou de consommateurs ou des membres de ces associations.

Les huissiers de justice ayant antérieurement procédé à des poursuites à l'encontre du débiteur ne peuvent pas être désignés.

La constitution de cette liste est fixée en considération de la diversité des situations qui seront soumises aux juges et de la nécessité d'apporter à chaque dossier une réponse adaptée notamment eu égard à l'importance du patrimoine à liquider.

En cas d'empêchement légitime du mandataire ou si celui-ci refuse sa mission, le juge de l'exécution procède à son remplacement par ordonnance. Si le mandataire manque à ses devoirs, le juge peut également, à la demande des parties ou d'office, procéder à son remplacement après avoir provoqué ses explications.

### *1.2.3-Les mesures de suivi social*

Outre une enquête sociale, le juge peut ordonner dans le jugement d'ouverture un suivi social du débiteur. Celui-ci pourra ainsi bénéficier d'une aide dans la gestion de son budget afin d'éviter un accroissement de son endettement.

#### *1.2.4-Mentions relatives à la déclaration des créances*

Afin d'éclairer les créanciers, le dispositif du jugement comprendra l'adresse à laquelle doit être faite la déclaration des créances et le délai de deux mois qui court à compter de la publicité du jugement. Cette adresse sera celle du mandataire si le juge en désigne un.

#### *1.2.5-Effets attachés au jugement*

Le jugement d'ouverture ouvre au profit du débiteur une procédure de rétablissement personnel.

Ce jugement est susceptible d'un pourvoi en cassation.

Aux termes de l'article L.332-6 deuxième alinéa, il entraîne la suspension automatique des procédures d'exécution diligentées contre le débiteur et portant sur les dettes autres qu'alimentaires. Cependant, en cas de publication d'un commandement aux fins de saisie immobilière antérieurement à l'ouverture de la procédure, le juge de la saisie immobilière reste seul compétent pour prononcer la suspension de la procédure.

Le juge de la saisie immobilière est donc susceptible d'être saisi par la commission dans les termes des articles L.331-5 et R.331-14 tant que le jugement d'ouverture n'a pas été rendu.

Lorsque le jugement d'ouverture a été rendu, ce juge est saisi par le débiteur dans les termes du droit commun. La suspension est de droit conformément à l'article L.332-6.

## **2 - Mesures de publicité et déclaration des créances**

### **2.1 - Mesures de publicité**

La publicité du jugement d'ouverture fait courir le délai de deux mois de la déclaration des créances ainsi que le délai de six mois dans lequel le relevé de forclusion doit être sollicité (articles R.332-16 et R.332-18).

L'avis de jugement sera adressé aux services du BODACC, par lettre simple, par le mandataire que le juge aura désigné ou à défaut de mandataire, par le greffe.

Le mandataire effectuera cet envoi après avoir reçu notification par le greffe de la copie du jugement par lettre simple.

L'attention doit être appelée sur la nécessité d'adresser rapidement l'avis de jugement aux services du BODACC, la publicité devant être effectuée, aux termes de l'article R.332-15 alinéa 2, dans un délai de quinze jours à compter de la réception du jugement par le mandataire ou, en l'absence de mandataire, à compter de la date du jugement, par le greffe.

En l'état actuel, tant le greffe que le mandataire adresseront les avis de jugement selon les modèles joints en annexes I et II, sur support papier. Ces modèles sont fixés par arrêté n°JUSBO410205A en date du 26 avril 2004. Les expéditeurs des formulaires ne tiendront pas compte des codes figurant sur le(s) formulaire(s) devant les rubriques à renseigner. Ceux-ci sont indispensables aux services du journal officiel pour la publication de l'avis.

Le département de résidence mentionné dans le(s) formulaire(s) s'entend du département où le débiteur a effectué la déclaration de surendettement qui a motivé la saisine du juge de l'exécution.

La diffusion des avis sera effectuée au BODACC A jusqu'à la parution d'un arrêté fixant la date à laquelle cette diffusion sera uniquement numérique.

Aux termes de l'article R.332-15, les frais de publicité sont avancés par l'Etat au titre des frais de justice (article R.93-19 du Code de procédure pénale). Ils sont réglés par le régisseur de la juridiction.

Le tarif des avis a été fixé par décret n° 2004-218 du 12 mars 2004 paru au journal officiel du 14 mars 2004.

Les services du journal officiel communiqueront la facture au greffe. A titre exceptionnel, celle-ci tiendra lieu de mémoire de frais et sera certifiée par le greffier, et ce, même en présence d'un mandataire.

Le coût de la publication pourra être récupéré sur le produit de la vente, dans les conditions prévues à l'article R.332-32 et, à défaut de vente ou en cas d'insuffisance de son produit, au moyen de la contribution du débiteur mentionnée au IV de l'article R.332-13.

## 2.2 - Déclaration des créances

Dans les deux mois de la publicité du jugement, les créanciers doivent déclarer leurs créances au mandataire ou, à défaut de mandataire, au greffe du juge de l'exécution par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Cette déclaration des créances comprend à peine d'irrecevabilité le montant en principal, intérêts, accessoires et frais de la créance au jour de sa déclaration, l'origine de la créance, la nature du privilège ou de la sûreté dont elle est éventuellement assortie.

La mention des voies d'exécution déjà engagées par le créancier n'est pas requise par l'article R.332-17 à peine d'irrecevabilité. Elle est cependant nécessaire afin d'informer le mandataire de l'existence d'une procédure de saisie immobilière en cours dans le cadre de la liquidation qu'il sera, le cas échéant, amené à poursuivre.

A défaut de déclaration dans le délai susvisé, les créanciers peuvent saisir par déclaration le juge de l'exécution d'une demande de relevé de forclusion dans le délai de six mois à compter de la publicité du jugement d'ouverture au BODACC. Ils mentionnent, pour ce faire, les caractéristiques de leurs créances ainsi que les circonstances de fait extérieures à leur volonté de nature à justifier leur défaut de déclaration.

Il sera noté que le relevé de forclusion est de droit si la créance avait été omise par le débiteur lors du dépôt de sa demande de surendettement devant la commission ou si le créancier, pourtant connu, n'avait pas été convoqué à l'audience d'ouverture.



### **3 - Etat des créances**

Il peut être dressé par le mandataire ou par le greffe.

#### **3.1 - Par le mandataire**

Lorsqu'un mandataire a été désigné, il dresse dans un délai de quatre mois un bilan économique et social de la situation du débiteur comprenant un état des créances. Le mandataire doit s'assurer du montant de chacune des créances au regard des déclarations qui lui ont été faites et des documents qui lui sont fournis en sollicitant des parties, le cas échéant, tout renseignement utile.

Lorsque le mandataire s'aperçoit, au vu de l'actif du débiteur et de ses ressources, qu'un plan de redressement peut être établi dans les conditions de l'article L.331-7, il élabore un projet de plan qu'il joint au bilan économique et social.

Le mandataire adresse l'ensemble de ces documents au débiteur et aux créanciers par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et par lettre simple au greffe du juge de l'exécution.

Dès sa réception, le greffe convoque le débiteur et les créanciers par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'audience visée à l'article R.332-20.

Le mandataire se voit allouer un tarif fixe de 200 euros hors taxe au titre du bilan économique et social effectué et ce, en application de l'article 1er de l'arrêté du 29 mars 2004 publié au Journal Officiel du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif à la rémunération des mandataires judiciaires en matière de rétablissement personnel.

Cette somme est avancée par l'Etat au titre des frais de justice aux termes de l'article R.332-13-10. Elle est réglée par le régisseur de la juridiction qui en justifie ensuite auprès du Trésor par la production du mémoire de frais de justice accompagné d'une copie du jugement d'ouverture de la procédure de rétablissement personnel.

Lorsqu'il existe un actif réalisable, le jugement de clôture précise que la rémunération du mandataire est prélevée sur le produit de la vente de cet actif.

En cas d'insuffisance du produit de la vente, le paiement de cette rémunération peut être mis à la charge du débiteur au moyen d'une contribution dont le juge fixe le montant et les modalités de versement en tenant compte des ressources de l'intéressé.

#### **3.2 - Par le greffe**

En l'absence de mandataire, le greffe auprès duquel les déclarations des créances ont été effectuées dresse l'état de celles-ci. Il reprend pour ce faire les montants déclarés par les créanciers.

Il notifie cet état des créances par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans le même temps où il convoque les parties à l'audience visée à l'article R.332-20.

### 3.3 - Contestation de l'état des créances

La contestation de l'état des créances est portée devant le juge de l'exécution lors de l'audience visée à l'article R.332-20.

Il conviendra ici de veiller à ce que la date de l'audience soit fixée de manière à laisser aux créanciers et au débiteur le délai nécessaire pour adresser au greffe leurs éventuelles contestations sur l'état des créances quinze jours au plus tard avant l'audience.

Ces contestations sont adressées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

## 4 - Procédure facultative de liquidation

### 4.1 - Jugement de liquidation

Au vu des éléments dont il dispose au regard du bilan économique et social du mandataire ou des éléments ressortant de l'instruction menée par la commission de surendettement, le juge peut prononcer la liquidation judiciaire du patrimoine personnel du débiteur.

Cette liquidation est facultative. Son opportunité doit s'apprécier au regard des sommes pouvant revenir aux créanciers après paiement des frais de la procédure.

Les biens meubles nécessaires à la vie courante et les biens non professionnels indispensables à l'exercice de son activité professionnelle en sont exclus.

Sont compris dans les biens meubles nécessaires à la vie courante les biens énumérés à l'article 39 du décret n° 92-755 du 31 juillet 1992. Au titre des biens non professionnels indispensables à l'exercice de l'activité professionnelle figure la voiture du débiteur si elle est indispensable aux déplacements nécessités par sa profession.

Le juge nomme un liquidateur qui peut être le mandataire, lequel exercera désormais et pendant toute la durée de la liquidation, les droits et actions du débiteur sur son patrimoine personnel. Ce dernier est en effet dessaisi de la disposition de ses biens par l'effet du jugement.

Le jugement est susceptible d'appel.

### 4.2 - Opérations de liquidation

Ces opérations de liquidation se déclinent en deux étapes possibles : une vente amiable et à défaut une vente forcée. Elles doivent être menées dans un délai de douze mois à compter de la désignation du liquidateur, étant précisé par l'article R.332-35, que le liquidateur peut demander au juge de l'exécution une prolongation du délai de vente s'il n'a pas réalisé la vente des biens dans ce délai. Le juge statue sur ce point par ordonnance.

#### *4.2.1-Projet de vente amiable*

Le liquidateur, se substituant au débiteur, tente en premier lieu de vendre ses biens à l'amiable.

Lorsqu'il a trouvé acquéreur, il adresse préalablement à la conclusion de la vente, un projet de vente amiable aux créanciers et au débiteur.

Les dispositions de l'article R.332-23 aux termes duquel le liquidateur accomplit sa mission dans le respect des intérêts des parties trouvent ici leur effectivité.

L'acte de vente est signé par le liquidateur.

#### *4.2.2-Vente forcée*

##### *a) Dispositions générales*

En cas d'échec de la vente amiable, le liquidateur procède à la vente forcée des biens du débiteur en effectuant les actes qui incombent au créancier poursuivant en application des dispositions relatives aux procédures civiles d'exécution.

Il lui appartient donc de prendre avocat afin de mener ou de poursuivre la saisie des biens immeubles du débiteur ou de requérir un huissier pour procéder à la vente forcée de ses biens meubles.

La vente forcée des biens meubles s'effectuera dans les conditions prévues par le décret n°92-755 du 31 juillet 1992.

La vente forcée des biens immeubles s'effectuera conformément aux dispositions du titre XII du livre V du code de procédure civile et dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle conformément aux dispositions du chapitre I du titre V de la loi civile du 1<sup>er</sup> juin 1924 sous réserve d'un certain nombre de dérogations :

##### *b) Particularités de la vente sur saisie immobilière*

Deux possibilités ont été envisagées : l'une visant le cas où la saisie est entreprise par le liquidateur (articles R.332-27 à R.332-29), l'autre, le cas où la saisie est continuée par lui (article R.332-30).

##### *\*Saisie entreprise par le liquidateur*

Partant du constat de l'échec de la vente amiable, le liquidateur saisit le juge de l'exécution par lettre simple afin qu'il rende un jugement déterminant la mise à prix des biens à vendre et les conditions essentielles de la vente.

Ce jugement se substitue au commandement aux fins de saisie immobilière prévu aux articles 2217 du code civil et 673 du code de procédure civile. Il est publié à la diligence du liquidateur au bureau des hypothèques du lieu de la situation des biens et dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, au Livre Foncier du lieu de situation de l'immeuble. Il est notifié par le greffe aux parties par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Ce jugement n'est pas susceptible d'appel.

Les commandements antérieurement publiés cessent de produire effet à compter de sa publication.

*\*Saisie poursuivie par le liquidateur*

L'article L.332-8 prévoit que lorsqu'une procédure de saisie immobilière engagée avant l'ouverture du rétablissement personnel a été suspendue par l'effet du jugement d'ouverture, les actes effectués par le créancier saisissant sont réputés accomplis pour le compte du liquidateur qui procède à la vente des immeubles. Le liquidateur sollicite du créancier qui avait engagé la procédure de saisie de lui remettre les pièces de la poursuite et lui en délivrera récépissé.

En cas d'échec de la vente amiable et si les circonstances le justifient, le liquidateur pourra saisir le juge de l'exécution afin de voir modifier la mise à prix et les conditions de publicité par jugement insusceptible d'appel et fera les diligences nécessaires pour le voir mentionner en marge de la copie du commandement publié à la conservation des hypothèques ou de l'ordonnance d'exécution forcée inscrite au Livre foncier dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

Il constituera avocat pour la suite de la procédure de saisie.

#### 4.3 - Répartition du prix

Le liquidateur procède à la répartition du produit des actifs et désintéresse les créanciers suivant le rang des sûretés assortissant leurs créances. Cette répartition du produit de la vente s'effectue distraction faite 1°) de la provision correspondant à la rémunération du liquidateur 2°) des frais relatifs au bilan économique et social 3°) des frais de publicité afférents à la procédure.

En cas de vente forcée de biens mobiliers, il exerce les missions dévolues par les articles 283 à 293 du décret n° 92-755 du 31 juillet 1992 à l'agent chargé de la vente. Le juge de l'exécution est compétent pour connaître des incidents relatifs à cette répartition.

La répartition du prix de vente des immeubles s'effectue conformément aux dispositions des articles 140 à 151 du décret n° 85-1388 du 27 décembre 1985 auquel il convient de se reporter après prise en compte des dérogations visées à l'article R. 332-33 du décret.

L'attention est particulièrement appelée sur les formalités de publicité auprès d'un journal d'annonces légales et du BODACC qui doivent être effectuées aux termes de l'article 142 par le greffe du juge de l'exécution après dépôt de l'état de collocation entre ses mains. Un formulaire type destiné à cette publicité est joint à la présente circulaire.

Les contestations de cet état sont déposées au greffe civil du tribunal de grande instance en application de l'article 148 du décret du 27 décembre 1985.

Lorsque les opérations de liquidation et de répartition ont été effectuées, le liquidateur dépose au greffe dans un délai de trois mois un rapport dans lequel il détaille ses opérations. Le dépôt de ce rapport permet, aux termes de l'article R.332-23, de voir rémunérer le liquidateur.

La rémunération du liquidateur s'effectue sur l'actif réalisable selon le tarif fixé par l'article 2 de l'arrêté du 29 mars 2004 relatif à la rémunération des mandataires judiciaires en matière de rétablissement personnel.

A cet effet, il dépose un mémoire de frais qui sera taxé par le juge de l'exécution. Cette ordonnance de taxe permettra au liquidateur de percevoir la somme consignée au Trésor Public (Caisse des dépôts et consignation).

En cas d'insuffisance du produit de la vente, la rémunération du liquidateur peut être mise à la charge du débiteur dans les conditions prévues par l'article R.332-13 IV.

En l'absence de ressources du débiteur, le liquidateur est rémunéré par le Trésor au vu du jugement de clôture rendu par le juge de l'exécution constatant l'insuffisance de l'actif et des ressources du débiteur et mettant cette somme à la charge du Trésor.

## **5 - Issue de la procédure**

### **5.1 - En l'absence de procédure de liquidation**

Deux voies sont possibles :

#### *5.1.1-Plan comportant les mesures de l'article L.331-7*

A titre exceptionnel et en l'absence de liquidation, le juge a la faculté d'établir un plan comportant les mesures visées à l'article L.331-7.

Ce plan pourra être établi lorsque le bilan économique et social dressé par le mandataire aura révélé une capacité de remboursement suffisante du débiteur ou lorsqu'une telle capacité sera apparue compte tenu de son retour à meilleure fortune en cours de procédure (retour à l'emploi par exemple).

Conformément à l'arrêté du 29 mars 2004 relatif à la rémunération des mandataires judiciaires en matière de rétablissement personnel, le coût du bilan économique et social (200 euros hors taxe) sera intégré dans le plan et mis à la charge du débiteur au profit du Trésor qui en a fait l'avance.

Dans le cas où le juge établit le plan sur la base des propositions du mandataire, il met à la charge du débiteur la somme de 300 euros hors taxe supplémentaires, en complément des 200 euros hors taxe versés au titre de la réalisation du bilan. Cette somme est intégrée dans le plan au profit du mandataire. En aucun cas cette rémunération complémentaire ne peut être mise à la charge de l'Etat.

Ce jugement, susceptible d'appel, sera notifié au mandataire.

En cas d'inexécution du plan, une ordonnance du juge de l'exécution prononçant sa résolution sera rendue sur requête d'un créancier.

#### *5.1.2-Clôture pour insuffisance d'actif*

En vertu de l'article L.332-9, le juge de l'exécution prononce la clôture en cas d'insuffisance d'actif.

En l'absence de demande de relevé de forclusion, la clôture peut être prononcée dès l'expiration du délai de six mois visé à l'article R.332-18.

Ce jugement entraîne l'effacement de toutes les dettes non professionnelles du débiteur à l'exception de celles dont le prix a été payé aux lieu et place du débiteur par la caution ou le coobligé, et dans les termes de l'article L.333-1, des dettes alimentaires, des réparations pécuniaires allouées aux victimes dans le cadre d'une condamnation pénale et des amendes.

En cas de désignation d'un mandataire, le jugement de clôture mentionnera :

- le nom du mandataire ayant établi le bilan économique et social,
- la date de dépôt du bilan,
- le cas échéant, le montant de la contribution mise à la charge du débiteur pour voir rémunérer le mandataire,
- le solde qui resterait éventuellement à la charge du Trésor Public.

Dans tous les cas, en présence ou non d'un mandataire dans la procédure, le jugement de clôture peut fixer une contribution à la charge du débiteur, destinée à rembourser l'avance faite par le Trésor des frais de publicité. A défaut, il mentionne que ces frais restent à la charge du Trésor.

Le jugement de clôture peut ordonner une mesure de suivi social destinée à aider le débiteur dans la gestion de son budget afin d'éviter un nouvel endettement.

Conformément à l'article L.333-4 alinéa 3, le greffier du juge de l'exécution notifie le jugement de clôture par lettre simple à la Banque de France afin de permettre l'inscription définitive du débiteur au FICP.

Ce jugement, susceptible d'appel, sera notifié au mandataire.

## 5.2 - Clôture après liquidation

En vertu de l'article L.332-9, la clôture sera prononcée pour extinction du passif ou pour insuffisance d'actif.

Le jugement de clôture produit les mêmes effets que ceux visés au paragraphe 5.1.2. Il comprend le cas échéant les mentions relatives à la rémunération du bilan économique et social et au paiement des frais de publicité telles que susvisées.

Lorsque le produit de la vente ne permet pas la rémunération du liquidateur, le juge, dans les termes de l'article R.332-13, peut mettre à la charge du débiteur une contribution à son appréciation dont il fixe le montant et les modalités de versement dans le jugement de clôture. A défaut, il précise que le solde dû reste à la charge du Trésor en raison de l'absence de ressources du débiteur.

La contribution mise à la charge du débiteur sera affectée par le juge en priorité à la rémunération du liquidateur, puis à celle du bilan économique et social et enfin au paiement des frais de publicité du jugement d'ouverture.

Ce jugement peut ordonner une mesure de suivi social destinée à aider le débiteur dans la gestion de son budget afin d'éviter un nouvel endettement.

Susceptible d'appel, il fait l'objet des mêmes notifications que le jugement visé au 5.1.2.

### III - Application des dispositions dans le temps

Les dossiers déposés à compter du 27 février 2004 (le jour franc à la suite de la date de publication du décret au JO du 25 février étant pris en compte) sont examinés selon les termes des dispositions modifiées du code de la consommation.

Les procédures en cours à la date d'entrée en vigueur du décret seront poursuivies suivant les termes de ces nouvelles dispositions.

Les délais de six et neuf mois prévus aux articles L.331-3 et L.332-5 se décomptent à partir de la date d'entrée en vigueur du décret.

## DEUXIEME PARTIE

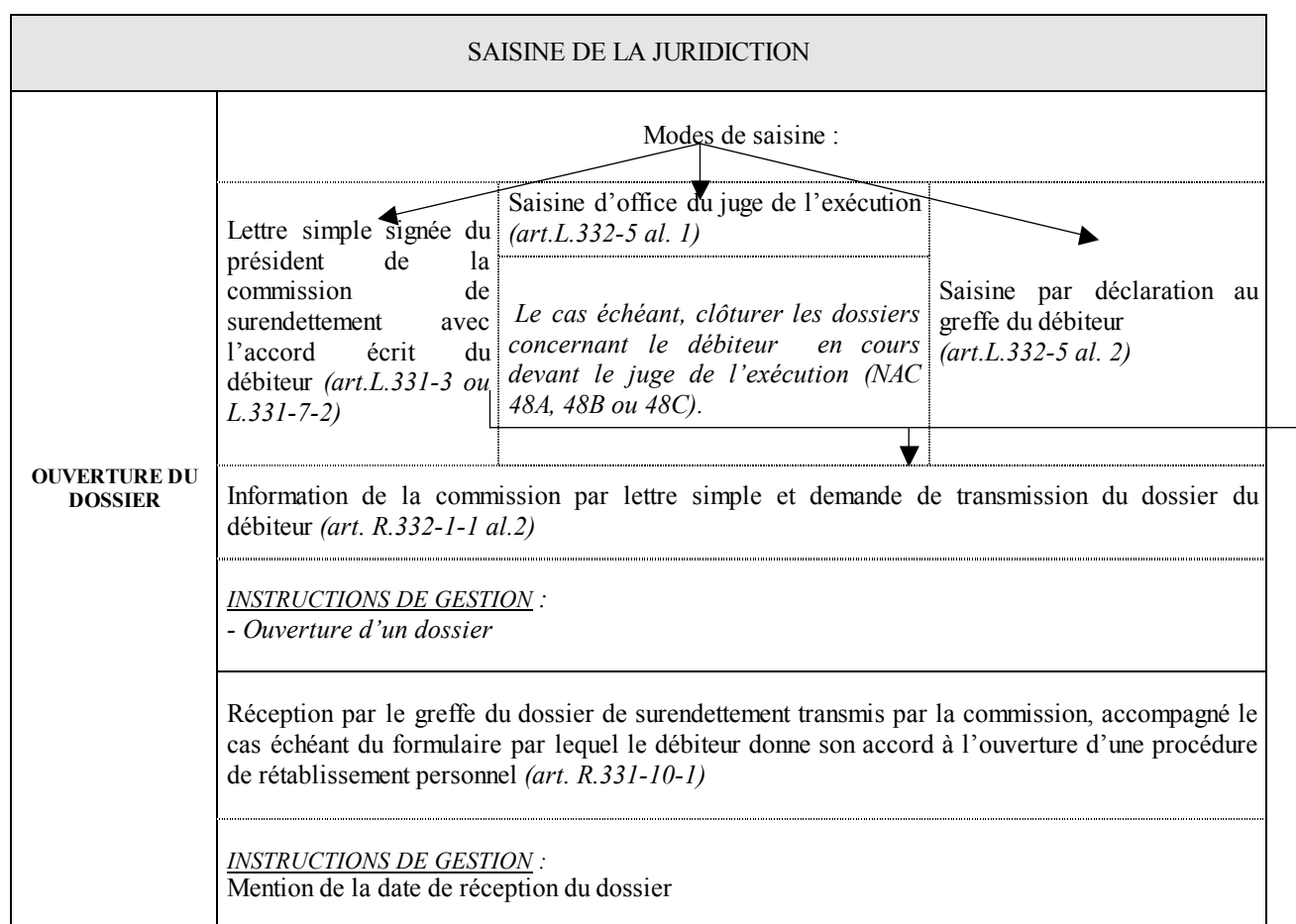
### INSTRUCTIONS DE GESTION PAR LE GREFFE

La loi n°2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine institue une procédure de rétablissement personnel et donne compétence au juge de l'exécution pour en connaître.

Le décret n°2004-180 du 24 février 2004, pris pour l'application de la loi, modifie la partie réglementaire du Titre III du livre III du Code de la consommation.

Le traitement de ces dossiers sera assuré par le greffe de la juridiction saisie du dossier. Le tableau ci-dessous décrit les opérations induites par la gestion de cette nouvelle procédure.

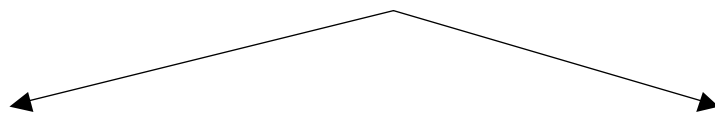
#### **A – Gestion du dossier**





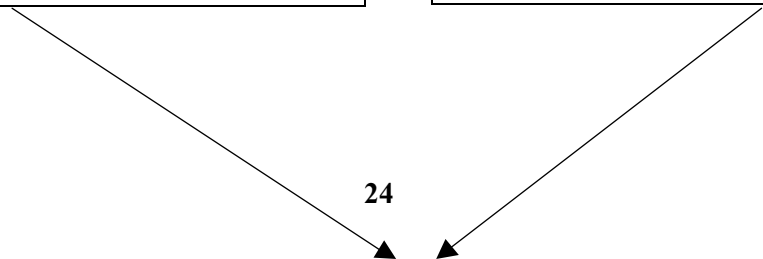


OUVERTURE DE LA PROCEDURE	
<b>ENRÔLEMENT ET PREPARATION D'AUDIENCE</b>	Dans le délai d'un mois à compter de la saisine : <ul style="list-style-type: none"><li>► convocation du débiteur et des créanciers connus par LRAR, doublée d'une lettre simple pour le débiteur</li><li>► avis à la commission par lettre simple (si celle-ci n'est pas l'auteur de la saisine)</li><li>► le cas échéant, convocation d'un travailleur social par lettre simple</li></ul> ➡ <i>art. L.332-6 al.1 et R.332-12</i>  <i>Enregistrer les informations relatives au travailleur social</i>
<b>AUDIENCE ET JUGEMENT</b>	Dans l'hypothèse d'une saisine d'office du juge de l'exécution, recueil de l'accord du débiteur pour l'ouverture de la procédure de rétablissement personnel  <u>INSTRUCTIONS DE GESTION :</u> <ul style="list-style-type: none"><li>- Prendre en note l'accord donné oralement par le débiteur au cours de l'audience</li><li>- Dactylographie du jugement d'ouverture</li></ul>
<b>SUIVI D'AUDIENCE</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>► Notification du jugement d'ouverture au débiteur et créanciers par LRAR avec mention des voies de recours (poursuite en cassation – <i>art.R.332-1-2-II</i>)</li><li>► Enregistrement, le cas échéant, des informations relatives au mandataire (<i>art.332-6 al.3</i>) et envoi du jugement par lettre simple (<i>art. R.332-13-II</i>)</li></ul>
<b>RECOURS</b>	Le cas échéant, mentionner le recours



OUVERTURE DE LA PROCEDURE – PHASE DE GESTION En présence d'un mandataire
<ul style="list-style-type: none"><li>► Réception du bilan établi par le mandataire (art. L.332-7 et R.332-19-I)</li><li>► convocation à l'audience du débiteur et des créanciers par LRAR (art. R.332-19-I al.3)</li></ul> <p><b><u>NB :</u></b> Fixer l'audience en prévoyant un délai suffisant pour permettre le dépôt des éventuelles contestations portant sur l'état des créances (15 jours au moins avant l'audience)</p>  <u>INSTRUCTIONS DE GESTION :</u> <ul style="list-style-type: none"><li>- Mention de la date limite de dépôt du bilan économique et social (4 mois à compter de la désignation du mandataire – art. L.332-8 al.1)</li><li>- Mention de la date de dépôt du bilan du mandataire</li></ul>

OUVERTURE DE LA PROCEDURE – PHASE DE GESTION En l'absence de mandataire
<ul style="list-style-type: none"><li>► Envoi immédiat, par lettre simple d'un avis du jugement d'ouverture de la procédure de rétablissement personnel au BODACC afin de permettre une publication dans le délai de 15 jours à compter de la date du jugement (<i>art. R. 332-15</i>)</li><li>► Réception des déclarations de créances par LRAR dans les 2 mois à compter de la publication (<i>art. R. 332-16</i>)</li><li>► Etablissement d'un état de déclaration des créances - Notification de l'état des créances au débiteur et aux créanciers + convocation à l'audience (dans le même envoi recommandé) (<i>art. R.332-19-II</i>)</li></ul> <p><b><u>NB :</u></b> Fixer l'audience en prévoyant un délai suffisant pour permettre le dépôt des éventuelles contestations portant sur l'état des créances (15 jours au moins avant l'audience)</p>  <u>INSTRUCTIONS DE GESTION :</u> <ul style="list-style-type: none"><li>- Mention de la date d'envoi de l'avis au BODACC</li><li>-Mentions des dates de réception au greffe des déclarations de créances (cf. modes opératoires WinCi TGI et CITI)</li></ul>



SUITE DE LA PROCEDURE DE RETABLISSEMENT PERSONNEL		
<b>PREPARATION DE L'AUDIENCE</b>	Réception et enregistrement, 15 jours avant l'audience, des éventuelles contestations portant sur l'état des créances <i>( art. R.332-19-III et R.332-20)</i> <hr/> <b>INSTRUCTION DE GESTION :</b> <i>Les contestations portant sur l'état des créances n'entraînent pas la création d'un nouveau dossier mais sont traitées au sein du dossier de rétablissement personnel en cours.</i>	
<b>SUIVI DE L'AUDIENCE ET JUGEMENT</b>	Quel que soit le résultat de la procédure : ▶ notification du jugement au débiteur et aux créanciers, ▶ avis au mandataire par lettre simple, le cas échéant.	
	<u>En cas de jugement établissant un plan</u> <i>(art. L.332-10)</i>	<u>En cas de jugement de clôture immédiate pour insuffisance d'actif</u> <i>(art. L.332-9)</i>
	<b>FIN DE L'AFFAIRE – TERMINER LE DOSSIER</b>	<b>FIN DE LA GESTION DE L'AFFAIRE – TERMINER LE DOSSIER</b>
<b>RECOURS</b>	Le cas échéant, enregistrer le recours (appel interjeté au greffe de la juridiction qui a rendu le jugement) <i>art.R.332-20</i>	

LIQUIDATION - JUGEMENT EVENTUEL DE MISE A PRIX
Au cours de la liquidation, le liquidateur peut demander au juge de l'exécution de déterminer ou de modifier la mise à prix des biens à vendre <i>(art.R.332-27)</i> Notification du jugement de mise à prix au débiteur et aux créanciers par LRAR <i>(art. R.332-1-4)</i>
<b>INSTRUCTION DE GESTION :</b> <i>la demande du mandataire n'entraîne pas la création d'un nouveau dossier mais est traitée au sein du dossier de rétablissement personnel en cours.</i>

CLÔTURE APRES LIQUIDATION (art. L.332-9)	
<b>PREPARATION DE L'AUDIENCE</b>	▶ Dans un délai de trois mois après la liquidation, réception au greffe du rapport du liquidateur ▶ Convocation du débiteur et des créanciers à l'audience de clôture par LRAR <hr/> <i>Mention de la date de dépôt du rapport du liquidateur</i>
<b>SUIVI D'AUDIENCE</b>	▶ Notification du jugement de clôture au débiteur et aux créanciers par LRAR <hr/> <b>FIN DE L'AFFAIRE – TERMINER LE DOSSIER</b>
<b>RECOURS</b>	Le cas échéant, enregistrer le recours (appel) <i>(art.R.332-37)</i>

PROCEDURES ANNEXES AU RETABLISSEMENT PERSONNEL	
Résolution du plan conventionnel (art. L.332-10 al.10)	
ENRÔLEMENT ET PRÉPARATION D'AUDIENCE	Saisine sur requête au juge de l'exécution
	<u>INSTRUCTIONS DE GESTION</u> : - Ouverture d'un dossier
SUIVI	Résolution du plan prononcée Notification de l'ordonnance au débiteur et aux créanciers par LRAR (art.R.332-21)
	<b>FIN DE L'AFFAIRE – TERMINER LE DOSSIER</b>
RECOURS	Enregistrer le recours (demande en rétractation de l'ordonnance)
Renvoi du dossier à la commission de surendettement par le juge de l'exécution (art. L.332-12)	
Il peut intervenir à tout moment de la procédure (art. L.331-3)	
<u>INSTRUCTIONS DE GESTION</u> : <b>FIN DE LA GESTION DE L'AFFAIRE – TERMINER LE DOSSIER</b>	
Demandes en relevé de forclusion de créances (art. L.332-7 et R. 332-18)	
▶ Réception par le greffe de l'acte de saisine du juge de l'exécution par le créancier (par LRAR dans les 6 mois à compter de la publication de l'avis de jugement d'ouverture au BODACC) ▶ Notification de l'ordonnance de relevé de forclusion : <ul style="list-style-type: none"> <li>- par LRAR au débiteur et aux créanciers</li> <li>- par lettre simple au mandataire ou au liquidateur, le cas échéant</li> </ul>	
<u>INSTRUCTIONS DE GESTION</u> : Les demandes en relevé de forclusion n'entraînent pas la création d'un nouveau dossier mais sont traitées au sein du dossier de rétablissement personnel en cours.	

## B – Gestion des frais de procédure

<b>REGLEMENT DES FRAIS DE JUSTICE</b> <b>(application de l'article R.93 16° et 19°)</b>		
	<b>Frais de publicité</b>	<b>Bilan économique et social</b>
<b>MESURE</b>	Envoi au BODACC d'un avis de jugement d'ouverture d'une procédure de rétablissement personnel.	Rémunération du mandataire pour la réalisation du bilan économique et social
<b>TEXTES DE REFERENCE</b>	Décret n° 2004-218 du 12 mars 2004	▶ Art. R.332-13 du décret du 25 février 2004 ▶ Arrêté n°VILC0410635A du 29 mars 2004
<b>MONTANT</b>	▶ 15 euros en cas de transmission sur support papier ▶ 10 euros en cas de transmission par voie informatique	200 euros (HT)
<b>CIRCUIT DE PAIEMENT</b>	▶ Réception par le greffe de la facture établie par le Journal Officiel ; ▶ Certification par le greffier (elle vaut mémoire de frais, à titre exceptionnel) ▶ Copie de la facture, à conserver au dossier ▶ Transmission à la régie : <ul style="list-style-type: none"> <li>- de l'original de la facture</li> <li>- de la copie du jugement d'ouverture de la procédure de rétablissement personnel</li> </ul> ▶ Paiement par le régisseur au titre des frais de justice (art. R.93-19° du CPP)	▶ Réception par le greffe du mémoire de frais établi par le mandataire ▶ Taxation par le juge de l'exécution ▶ Copie du mémoire, à conserver au dossier ▶ Transmission à la régie : <ul style="list-style-type: none"> <li>- de l'original du mémoire de frais de justice</li> <li>- de la copie du jugement d'ouverture de la procédure de rétablissement personnel</li> </ul> ▶ Paiement par le régisseur au titre des frais de justice (R.93-16 °)
<b>RECONSTITUTION DE L'AVANCE</b>	Envoi par le régisseur à la Trésorerie Générale des pièces justificatives de dépenses pour reconstitution de l'avance.	Envoi par le régisseur à la Trésorerie Générale des pièces justificatives de dépenses pour reconstitution de l'avance.

<b>REMUNERATIONS</b>	
<b>Rémunération du mandataire pour l'établissement du projet de plan</b>	
<b>MESURE</b>	Rémunération du mandataire pour l'établissement d'un projet de plan.
<b>TEXTES DE REFERENCE</b>	Arrêté n°VILC0410635A du 29 mars 2004
<b>MONTANT</b>	300 euros HT
<b>CIRCUIT DE PAIEMENT</b>	<b>Pas d'intervention de la régie.</b>
	Intégration de cette somme dans le plan

<b>Rémunération du liquidateur</b>	
<b>MESURE</b>	Rémunération du liquidateur pour le recouvrement, la réalisation et la répartition de l'actif du débiteur.
<b>TEXTES DE REFERENCE</b>	Art. R.332-13 du décret du 25 février 2004 Arrêté n°VILC0410635A du 29 mars 2004
<b>MONTANT</b>	Tarif fixe de 500 euros HT pour tout actif inférieur à 1500 euros, augmenté d'un droit proportionnel en cas d'actif supplémentaire (cf. article 2 de l'arrêté du 29 mars 2004)
<b>CIRCUIT DE PAIEMENT</b>	<p><b>Pas d'intervention de la régie.</b></p> <hr/> <p>           ▶ Dès le dépôt du rapport de liquidation, le liquidateur adresse au greffe un mémoire de frais qui sera taxé par le juge de l'exécution (aux fins de perception, le cas échéant, de la somme consignée à la Caisse des dépôts et consignations).            ▶ En cas d'insuffisance du produit de la vente, la rémunération du liquidateur peut être mise, en tout ou partie, à la charge du débiteur (cf. art. R.332-13).            ▶ En l'absence de ressources du débiteur, le solde dû reste à la charge du Trésor Public.         </p>

<b>RECOUVREMENT DES FRAIS PAR LE TRESOR PUBLIC</b>
<p>Le Trésor Public qui a fait l'avance des frais de publicité des avis de jugements d'ouverture et de rémunération du mandataire pour la réalisation du bilan économique et social pourra déclarer sa créance dans le cadre de la procédure de rétablissement personnel.</p>

## LES CORRESPONDANTS CHANCELLERIE

### Pour les questions d'ordre juridique

Direction des affaires civiles et du Sceau – Sous-Direction du droit civil - Bureau du droit des obligations

Tél : 01-44 -77- 61- 46

### Pour les questions d'ordre pratique et d'organisation dans les greffes

Direction des services judiciaires – Sous-Direction des greffes – Bureau des greffes

Tél : 01- 44 -77-64 -64 – Fax : 01- 44-77- 64 -63

Mél : { [HYPERLINK mailto:DSJ-B3@justice.gouv.fr](mailto:DSJ-B3@justice.gouv.fr) }

### Pour les questions d'ordre informatique

Direction des services judiciaires – Sous-Direction de l'organisation judiciaire et de la programmation – Bureau de l'informatisation des juridictions

Logiciel CITI : Tél : 08-00-55-01-80 – Fax : 01-55-34-23-23

Logiciel WinCi TGI : Tél : 01-55-34-23-44 – Fax : 01-55-34-23-23

Je vous saurais gré de bien vouloir diffuser la présente circulaire auprès des chefs de juridiction des tribunaux de grande instance, des magistrats chargés de l'administration des tribunaux d'instance et des chefs de greffe de ces juridictions.

Vous voudrez bien informer la chancellerie, sous double timbre (Direction des affaires civiles et du Sceau, Direction des services judiciaires), des difficultés que vous pourriez rencontrer dans la mise en œuvre de la présente circulaire.

Laurent LE MESLE

# ANNEXES

# **INSTRUCTIONS DE GESTION** **INFORMATIQUE**

- Mode opératoire pour le logiciel WinCi TGI
- Mode opératoire pour le logiciel CITI



# **WinCiTGI**

## **INSTRUCTIONS DE GESTION INFORMATIQUE POUR LE TRAITEMENT DES DOSSIERS DE RETABLISSEMENT PERSONNEL**

**VERSION 4**

**MINISTERE DE LA JUSTICE  
DIRECTION DES SERVICES JUDICIAIRES  
Sous-Direction de l'Organisation Judiciaire  
et de la Programmation  
Bureau de l'Informatisation des Juridictions (AB4)**

La loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine modifie, dans ses articles 35 à 46, les dispositions du code de la consommation relatives au traitement des situations de surendettement des particuliers ; elle institue une procédure de rétablissement personnel et donne compétence au Juge de l'Exécution (JEX) pour en connaître.

Le décret n° 2004-180 du 24 février 2004, pris pour l'application de la loi, modifie la partie réglementaire du titre III du livre III du code de la consommation.

Actuellement, dans la version 4 de WinCi TGI diffusée en début d'année, la nomenclature des affaires civiles intègre au chapitre 48 intitulé “ du surendettement des particuliers, faillite civile et rétablissement ”, les codes 48A à 48G. En outre, la nomenclature des décisions aux codes 77O à 77T couvre les différents prononcés relatifs à cette nouvelle procédure.

Toutefois, dans l'attente d'une évolution plus appropriée du logiciel, il est possible de gérer la procédure de rétablissement personnel par les outils habituels du produit.

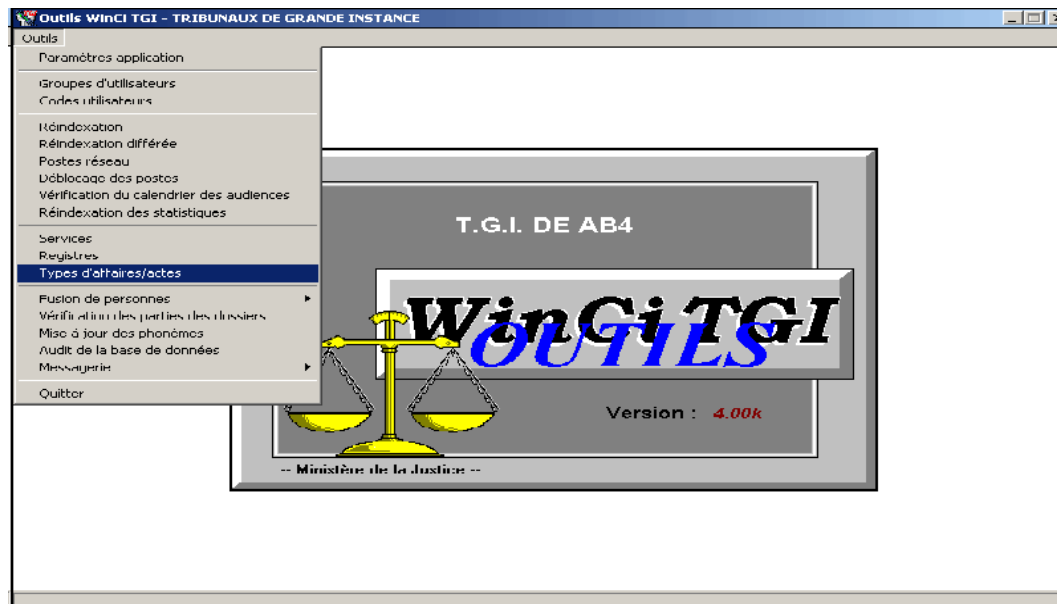
Le présent document indique comment traiter **dans l'immédiat** les dossiers de rétablissement personnel, dans l'attente d'une évolution de “WinCiTGI”.

Des trames de convocation et de notification seront mises en ligne sur le site intranet de la Direction des services judiciaires.

## I- OPÉRATIONS PRÉALABLES

### Créer un nouveau type d'affaire : rétablissement personnel

Ouvrir le module WinCi TGI /Outils pour créer un nouveau type d'affaire.



ouvrir la table des types d'affaires / actes

The screenshot shows the 'TABLE DES TYPES D'AFFAIRES/ACTES' window. It contains a table with the following data:

Code	Libellé	Court	Registre
-	Contest. certific. dépens	.C	1
-	Inscriptions de privilège	-I	7
-	Declaration d'appel	Ap	A
1	Contentieux	CC	5
2	JAF contentieux	JC	1
3	JAF gracieux	JG	1
4	JAF divorces	JD	1
5	JAF référés	JR	1
6	JEX	OE	1
7	Expropriations	ZE	D
8	Ordres	1P	7
9	Pensions	\P	4
:	Contentieux lié au RLJ	:C	1
:	Certification des états	:C	F
=	JLD	JD	J
B	Baux commerciaux	BR	9
C	CIVI	\$C	B
E	GEC	IM	G

At the bottom of the window, there are buttons for 'Ajouter', 'Modifier', 'Supprimer', 'Imprimer', and 'Quitter'.

Utiliser le bouton “+ ajouter” pour créer un nouveau type d'affaire.

Les paramètres de ce nouveau type d'affaire

? Dans l'onglet "général", entrer le libellé "débiteur" en demande et "créanciers" en défense

MODIFICATION D'UN TYPE D'AFFAIRE/ACTE

Code Type d'affaire/acte  ☒ Actif ☐ Mesure d'instruction

Libellé

Libellé court

Général Dossier Statistiques Suite Acte de saisine Type d'aud. Autorité saisie Autorité décision

Registre  Fond

Libellé demande  ☒ Suppression du 's' au pluriel

Libellé défense  ☒ Suppression du 's' au pluriel

☐ Gestion d'un rôle pour tous les types de partie

☐ Gestion des "autres" au niveau de l'audience

☐ Gestion des décès pour les autres parties

? Dans l'onglet "Dossier", vous pouvez enregistrer des valeurs par défaut.

The screenshot shows a software window titled "MODIFICATION D'UN TYPE D'AFFAIRE/ACTE". It has a tabbed interface with the "Dossier" tab selected. The window contains several input fields and checkboxes for configuring a case type.

**Code Type d'affaire/acte**: 1, ☒ Actif, ☐ Mesure d'instruction

**Libellé**: Rétablissement personnel

**Libellé court**: RP

**Navigation tabs**: Général, Dossier (selected), Statistiques, Suite, Acte de saisine, Type d'aud., Autorité saisie, Autorité décision

☐ Nature d'affaire obligatoire ☐ Représentation obligatoire cochée

**Valeurs par défaut**

**Type de personne**: Sans

**Acte de saisine**: 07 (Lettre simple ou recommandée adressée au greffe de la juridiction (y compris acte d'appel par lettre recommandée en matière de pensions alimentaires))

**NAC**: 48G (Demande d'ouverture de la procédure de rétablissement personnel)

**Autorité saisie**: 2J (Juge de l'exécution)

**Autorité décision**: 2M (Juge de l'exécution)

**Situation des PP**: Célibataire

**Audience**: Plaidoirie

**Affichage parties**: ☐ standard ☐ parties + représentants ☒ préférences utilisateur

☒ Masquer des champs, onglets et boutons

**A masquer (0)**

**Buttons**: Modifier, Quitte

? Dans l'onglet "acte de saisine" limiter les actes aux codes 07 et 20 ; lors de l'enregistrement l'utilisateur pourra choisir l'un des ces deux codes seulement.

MODIFICATION D'UN TYPE D'AFFAIRE/ACTE

Code Type d'affaire/acte  ☒ Actif ☐ Mesure d'instruction

Libellé

Libellé court

Général | Dossier | Statistiques | Suite | Rôle | Acte de saisine | Type d'aud. | Autorité saisie | Autorité décision

☐ Accès à tous les actes de saisine

Actes de saisine (2)

Lettre simple ou recommandée adressée au greffe de la juridiction (y compris acte d'appel p

Saisine d'office

OK Annuler

## II CRÉATION ET SUIVI D'UN DOSSIER DE RÉTABLISSEMENT PERSONNEL

### **-A- Sélection d'un type d'affaire**

Créer un dossier dont le type d'affaire est *rétablissement personnel*

### **-B- Acte de saisine :**

- **Saisine du juge de l'exécution par la commission** : code 07 « lettre simple ou recommandée adressée au greffe de la juridiction ».

- **Saisine du juge de l'exécution par le débiteur** : code 07 « lettre simple ou recommandée adressée au greffe de la juridiction ».

- **Saisine d'office du juge de l'exécution** : code 20 « saisine d'office ».

*Nota : l'article L332-5 de la loi du 1er août 2003 prévoit que le JEX peut décider de l'ouverture d'une procédure de rétablissement personnel à l'occasion des recours exercés devant lui pour contester les décisions de la commission.*

*Il conviendra à l'ouverture de la procédure de rétablissement personnel, de clôturer ces dossiers en cours par la décision codée 77M "fin de gestion"*

### **-C- NAC, Nomenclature des affaires civiles**

Sélectionner le code "**48G**-demande d'ouverture d'une procédure de rétablissement personnel"

### **-D- Autorité saisie**

Sélectionner le juge de l'exécution codé 2J.

### **-E- Enregistrement des parties**

- Enregistrer le **débiteur** en tant que **demandeur**

Quel que soit le mode de saisine, son consentement recueilli, le débiteur sera enregistré en tant que demandeur. Ainsi les renseignements enregistrés pourront faire l'objet de fusion pour des trames mises en ligne sur l'intranet justice.

**S** Enregistrer les créanciers en tant que défendeurs

- La commission est enregistrée par convention en tant qu'autre partie
- Enregistrer le **travailleur social** en tant que **personne intervenante**

### **-F- Fixation d'une audience**

Le dossier doit être fixé à une première audience.

Type d'audience : plaidoirie

Autorité décision : 2M juge de l'exécution

### **-G- Convocation des parties**

Les parties sont convoquées à l'audience d'ouverture dans le délai d'un mois à compter de la réception du dossier par le greffe.

**DOSSIER N° 04/00009 Rétablissement personnel - 1ère Chambre En cours**

Dossier Mise à jour Saisie par défaut Options Outils

Saisine du **07/04/2004** Date acte de saisine **07/04/2004** ☐ Représentation obligatoire

Acte de saisine **07** Lettre simple ou recommandée adressée au greffe de la juridiction (y compris acte d'appel par lettre)

NAC **48G** Demande d'ouverture de la procédure de rétablissement personnel

Nature particulière **0A** Sans procédure particulière

Autorité saisie **2J** Juge de l'exécution

Dossier détenu par **1ère Chambre** depuis le **07/04/2004**

Débiteur (1) Avoc. Repr. Créanciers (1) Avoc. Repr.

**JARDIN Dominique**

**PAUL DURAN**

Audience (2) | Décision (1) | Evénement (5) | Partie int. (0)/Autre (2) | M.I. (1) | Recours (0) | Certificats (0) | Vérif. dépens (0)

Date **13/11/2004** Heure **09:00** Convoc. **09:00** ? Type **Plaidoirie** Salle

Autorité décision **2M** Juge de l'exécution

Président **CALMETTE Jeanne**

Greffier **DUTRONC Jean** Ordre de passage **Prioritaire**

Décision

Suite Comment Cote Audiences Historique Hist. A.R. Liens Agenda Recomm. Trait. texte Courrier Modifier Quitte



### III - OUVERTURE DE LA PROCÉDURE

#### A – Suivi de la première audience

##### -a- Indication du résultat :

- Décision d'ouverture de rétablissement personnel-

Saisir dans la table des décisions, le **code 77O** « ouvre la procédure de rétablissement personnel ».

**Le dossier reste en cours, donc à la question « voulez-vous terminer le dossier ? », répondre non.**

The screenshot shows the 'AUDIENCES DU DOSSIER' software interface. The title bar reads 'AUDIENCES DU DOSSIER N° 04/00019 Rétablissement personnel - 1ère Chambre En cours'. The interface is divided into several sections:

- Audience (11):** A list on the left showing '07/04/2004 Fleidoine'.
- Audience:** A tabbed interface with 'Présence' and 'Mesure Instruction' tabs. The 'Présence' tab is active, showing details for '1ère Chambre - Rétablissement personnel'.
- Date:** 07/04/2004, **Heure:** 09:00, **Convocation:** 09:00.
- Type:** Fleidoine.
- Salle:** (Empty field).
- Autonlé décision:** 2M, **Juge de l'exécution:** (Empty field).
- Président:** DUTHEIL Maunce, **Rapporteur:** (Empty field).
- Assesseur:** (Empty field), **Rapporteur:** (Empty field).
- Greffier:** RIBOUTIN Patricia, **Rapporteur:** (Empty field).
- Urre de passage:** (Empty field).
- Décision:** A section with radio buttons for 'Jurisdiction dessaisie' (Oui/Non), a dropdown for 'Exerc. pouv.' (0 - Sans objet), and a dropdown for 'Qualification' (1 - Contradictoire). The 'Dispositif' field contains 'Ouvre la procédure de rétablissement personnel, en dernier ressort.'.
- N° de minute:** (Empty field), **Document:** (Checked), **Non signé:** (Unchecked).

At the bottom, there is a toolbar with icons for 'Suite', 'Bible', 'Notes d'aud', 'Dossier', 'Séances', 'Liste P.F.', 'Suiv', 'Ajout', 'Retrait', 'Modifier', and 'Quitter'.

- Décision de renvoi devant la commission-

A tout moment de la procédure, le juge de l'exécution peut décider de renvoyer le dossier devant la commission de surendettement ; dans ce cas, la décision à indiquer est « **22K** – se dessaisit ou est dessaisi au profit d'une autre juridiction. **Le dossier est terminé.** ».

**-b- Enregistrement de nouveaux organes de la procédure issus de la décision**

- Par convention, le mandataire est enregistré sous la fiche du débiteur en tant que représentant
- L'enquêteur social : il peut être géré par le module Mesures d'Instruction.

*Enregistrement de l'enquêteur social*

1) La décision enregistrée, créer la mesure d'instruction.

2) créer la mission de l'enquêteur social

3) sélection de l'enquêteur social

4) sélection des événements principaux:

? "acceptation de mission" qui indique la date limite du dépôt du rapport

? "dépôt du rapport" et terminer la Mesure d'instruction.

**-c- Enregistrement du dépôt du rapport du mandataire**

Créer un événement au libellé “dépôt du rapport du mandataire”

MODIFICATION D'UN EVENEMENT - Rétablissement personnel

Code: RP1

Libellé: Date de dépôt du rapport du mandataire

Libellé court: Rapport

Type: SUI Suivi

Incidence: Aucune

☐ Libellé

☒ Date 1

Libellé: Date limite du dépôt

☒ Date 2

Libellé: Date du dépôt

☐ Nombre

☐ Date d'expiration

☐ Destinataire ?

☐ Destiné à une personne de l'affaire

☐ Termine le dossier

☐ Etat de l'évènement

☐ Lié à un avocat

☐ Réf. événements antérieurs décision sur le feuilleton

☐ Lié à une ou plusieurs personnes de l'affaire

☐ Provoque l'envoi d'un e-mail

☐ Heure

☐ A.R. par e-mail

☐ Imprimés associés

1) cocher “date 1” en lui donnant le libellé suivant : “date limite du dépôt”

2) cocher “date 2” et lui donner le libellé “date de dépôt”

AFFAIRE N° 04/00009 - CREATION D'UN EVENEMENT

Date événement: 15/04/2004

Evènement: RP1 Date de dépôt du rapport du mandataire

Date limite du dépôt: 12/05/2004

Date du dépôt: 12/04/2004

Commentaire:

#### **-d- Mesures de publicité**

##### **-Avis du jugement d'ouverture d'une procédure de rétablissement personnel-**

Les juridictions peuvent trouver la trame de l'avis sur l'intranet justice. Elle sera diffusée dans le courant du mois de mai/juin 2004 avec la version 4.20 de WinCi TGI.

##### **-Enregistrement de la date de l'envoi de l'avis d'ouverture -**

Création d'un événement permettant de consigner cette date, et sélection de celui-ci au moment de l'envoi.

MODIFICATION D'UN EVENEMENT - Rétablissement personnel

Code: RP

Libellé: Date d'envoi avis du jugement de rétablissement au BUDACC

Libellé court: AVIS BUDACC

Type: SUI Suivi

Incidence: Aucune

☐ Libellé

☒ Date 1 ☐ Date 2

Libellé: Date d'envoi

☐ Numéro

☐ Date d'expiration

☐ Destinataire ?

☐ Destinataire à une personne de l'affaire

☐ Terminer le dossier

☐ Etat de l'événement

☐ Lié à un avocat

☐ Sur le feuilleton

☐ Lié à une ou plusieurs personnes de l'affaire

☐ Provoque l'envoi d'un e-mail

☐ Heure

☐ A.R. par e-mail

☐ Imprimés associés

Modifier Quitter

création de  
l'événement

1) cocher "date 1"  
avec le libellé "date  
d'envoi"

DOSSIER N° 04/00009 Rétablissement personnel - 1ère Chambre en cours

Dossier Mise à jour Saisie par d

Saisine du: 07/04/2004

Acte de saisine: 07

NAC: 48G

Nature: 0A

Autorité saisie: 2L

Dossier détenu par: JARDIN Dominique

0 EVENEMENT

Commentaire

Date événement: 12/04/2004

Événement: RP Date d'envoi avis du jugement de rétablissement au BUDACC

Date d'envoi: 12/04/2004

Ajouter Modifier Quitter

sélection de  
l'événement

## Lecture de la date d'envoi dans l'onglet événement

**DOSSIER N° 04/00009 Rétablissement personnel - 1ère Chambre En cours**

Dossier Mise à jour Saisie par défaut Options Outils

Saisine du **07/04/2004** Date acte de saisine **07/04/2004** ☐ Représentation obligatoire

Acte de saisine **07** Lettre simple ou recommandée adressée au greffe de la juridiction (y compris acte d'appel par lettre)

NAC **48G** Demande d'ouverture de la procédure de rétablissement personnel

Nature particulière **0A** Sans procédure particulière

Autorité saisie **2J** Juge de l'exécution

Dossier détenu par **1ère Chambre** depuis le **07/04/2004**

Débiteurs (1) **Avoc.** **Repr.** Créanciers (1) **Avoc.** **Repr.**

**JARDIN Dominique**

**PAUL DURAN**

Audience (2) Décision (1) Événement (1) Partie int. (0)/Autre (2) M.I. (1) Recours (0) Certificats (0) Vérif. dépens (0)

**1 EVENEMENT** **Etat** **Zoom**

**12/04/2004** Date d'envoi avis du jugement de rétablissement au B

Suite Comment. Cote Audiences Historique Hist. A.P. Liens Agenda Recomm. Trait. texte Courrier Modifier Quitte

## -B- Réception des déclarations des créances et état des créances

Pour établir l'état des créances, la création d'un tableau sous le traitement de texte Corel ou sous Excel semble le plus approprié.

Par exemple :

nom	prénom	adresse	date de la déclaration	date de la réception	nature de la créance	montant

### **-C- Contestation des créances**

Les contestations de créances font l'objet d'une gestion à l'intérieur du dossier via un événement. Les demandes seront étudiées lors de la deuxième audience qui statue sur le suivi de la procédure (liquidation, clôture ou plan).

#### *Création de l'événement*

1) cocher "date 1" et enregistrer le libellé "Date de la contestation"

2) en cochant "lié à une ou plusieurs personnes de l'affaire" on peut consigner le créancier qui est l'auteur de la contestation.

CREATION D'UN EVENEMENT - Rétablissement personnel

Code:

Libellé:

Type:

Incidence:

☐ Libellé

☒ Date 1

☐ Date 2

☐ Nom/Prénom

☐ Date d'expiration

☐ Destinataire ?

☐ Destinée à une personne de l'affaire

☐ Termine le dossier

☐ Etat de l'événement

☐ Lié à un avocat

☐ Sur le bouillon

☒ Lié à une ou plusieurs personnes de l'affaire

☐ Provoque l'envoi d'un e-mail

☐ Heure ☐ A.R. par e-mail

☐ Imprimés associés

### **-D- relevé de forclusion**

La demande ne fait pas l'objet d'un nouveau dossier, elle est gérée par la saisie d'un événement créé par la juridiction à cet effet.

Créer une audience et attribuer la décision "E06 - autres décisions ne dessaisissant pas la juridiction"

MODIFICATION D'UN EVENEMENT - Rétablissement personnel

Code: RPFO

Libellé: Demande de relevé de forclusion

Libellé court: Forclusion

Type: DEC Décision

Incidence: Aucune

☐ Libellé

☒ Date 1 Libellé: Date de la demande

☐ Date 2

☐ Nombre

☐ Date d'expiration

☐ Destinataire ?

☐ Destiné à une personne de l'affaire

☐ Termine le dossier

☐ Etat de l'événement

☐ Lié à un avocat

☐ Réf événements antérieurs décision sur le feuilleton

☐ Lié à une ou plusieurs personnes de l'affaire

☐ Provoque l'envoi d'un e-mail

☐ Heure

☐ A.R. par e-mail

☐ Imprimés associés

Modifier Quitter

*création de  
l'événement*

1) cocher "date 1",  
inscrire le libelle : date  
de la demande

### **-E- convocation des parties**

Le greffe fixe l'audience visée à l'article R332-20 et convoque les parties.

## IV - SUITE DONNÉE A LA PROCÉDURE

### **-A- plan de continuation**

- Plan de continuation : la décision est la **77Q** : « établit un plan comportant les mesures visées à l'article L.331-7 (L332-10) »

**Le dossier est terminé.** En cas de demande de résolution du plan, ouvrir un nouveau dossier en type d'enregistrement « 25- Ordonnance rendues sur requête »

### **-B- Clôture immédiate**

- Code décision : « **77T**- clôture pour insuffisance d'actif ».

**Le dossier est terminé.**

### **-C- Liquidation**

#### **-a- Enregistrement de la décision de liquidation**

Code décision : « **77P**- prononce la liquidation judiciaire du patrimoine du débiteur »

**la décision ne met pas fin à l'affaire, à la question « voulez-vous terminer le dossier ? » répondre non.** Le dossier sera ultérieurement terminé par une décision de clôture (77S ou 77T).

#### **-b- Enregistrement du liquidateur :**

L'enregistrement du liquidateur comme du mandataire se fait en tant que représentant via la fiche du débiteur. Dans la liste offerte, le choix sélectionné est dans les deux cas « mandataire ». Lors de la création de la fiche du représentant, la qualité de mandataire s'affiche par défaut, l'utilisateur peut la modifier pour le liquidateur (remplacer dans ce cas « mandataire » par « liquidateur »).

#### **-c- Enregistrement du dépôt du liquidateur**

Créer un événement en procédant de manière identique que pour le dépôt du rapport du mandataire.



## -d - Jugement de mise à prix

### 1) Gestion de la demande

Les demandes de jugement de mise à prix du liquidateur ne font pas l'objet d'un nouveau dossier. Comme pour les contestations de créances leur enregistrement est géré via un événement. les décisions du juge de l'exécution seront enregistrées sous le code "E06 autres décisions ne dessaisissant pas la juridiction"

### 2) Mesures de publicité

L'avis de collocation fera l'objet d'une trame mis à la disposition des juridictions tout comme la trame de l'avis de jugement d'ouverture.

## -D- Enregistrement de la clôture

- Clôture pour extinction du passif : code décision **77S**
- Clôture pour insuffisance d'actif : code décision **77T**

la table des décisions

Code	Décision	Trame	Des.	Renv	Conv
77I	Arrête un plan de cession totale sans location gérance		X		
77J	Clôture du plan de cession		X		
77K	Clôture pour extinction du passif		X		
77L	Clôture pour insuffisance d'actif		X		
77M	Fin de gestion		X		
770	Ouvre la procédure de rétablissement personnel		X		
77P	Prononce la liquidation judiciaire du patrimoine personnel du		X		
77Q	Etablit un plan comportant les mesures visées à l'art. L331-7		X		
77R	Prononce la résolution du plan		X		
77S	Prononce la clôture pour extinction du passif		X		
77T	Prononce la clôture pour insuffisance d'actif		X		
77X	Prononce le redressement judiciaire sans indication du régime		X		
8	DECISIONS PRONONCEES EN MATIERE DE SAISIE IMMOBILIERE				
88A	Adjuge le bien à un enchérisseur		X		

Libellé: Ouvre la procédure de rétablissement personnel

Remarques:

Modifier Imprimer Mise à jour doc RAZ doc Quitte

## **V LA RÉOLUTION DU PLAN DE CONVENTIONNEL:**

En cas d'inexécution du plan, le juge en prononce la résolution.

Créer un dossier sous le type d'affaire qui permet à la juridiction d'enregistrer les ordonnance du JEX ( dont le type d'enregistrement est 25 "ordonnance sur requête").

Enregistrer l'acte de saisine codé 02-"requête"

Enregistrer le code NAC : 48F

Enregistrer l'autorité saisie : 2J, le JEX

Créer une audience

Enregistrer l'autorité qui rend la décision 2M, le JEX

Enregistrer la décision : code 77R « prononce la résolution du plan »

Le dossier est terminé.

# **CITI**

## **INSTRUCTIONS DE GESTION INFORMATIQUE POUR LE TRAITEMENT DES DOSSIERS DE RETABLISSEMENT PERSONNEL**

**VERSION 5.10 (wordperfect 5.2)**

**VERSION 6.00 (wordperfect 10)**

**MINISTERE DE LA JUSTICE  
DIRECTION DES SERVICES JUDICIAIRES  
Sous-Direction de l'Organisation Judiciaire  
et de la Programmation  
Bureau de l'Informatisation des Juridictions (AB4)**

La loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine modifie, dans ses articles 35 à 46, les dispositions du code de la consommation relatives au traitement des situations de surendettement des particuliers ; elle institue une procédure de rétablissement personnel et donne compétence au Juge de l'Exécution (JEX) pour en connaître.

Le décret n° 2004-180 du 24 février 2004, pris pour l'application de la loi, modifie la partie réglementaire du titre III du livre III du code de la consommation.

Actuellement, le logiciel CITI n'est pas encore adapté pour gérer la procédure de rétablissement personnel.

Le présent document indique comment traiter **dans l'immédiat** les dossiers de rétablissement personnel, dans l'attente d'une évolution de CITI.

## **I. OPERATIONS PREALABLES AU TRAITEMENT DES DOSSIERS DE RETABLISSEMENT PERSONNEL**

### **A) GESTION DES AUDIENCES DE RÉTABLISSEMENT PERSONNEL**

Il convient, dans un premier temps, d'ouvrir CITIREF afin de créer une nouvelle caractéristique d'audience.

Aller dans le menu "Table", puis sous-menu "Caractéristique d'une audience", ou cliquer directement sur le bouton "Car", la fenêtre suivante apparaît :

Gestion des Caractéristiques d'audiences

Libellé
CONCILIATION
CONCILIATION TPBR
Cabinet
Civile
DELIBERES
DELIBERES PROROGES
DELIBERES REFERE
DELIBERES TPBR

Caractéristique

Libellé

Cliquer sur le bouton de création de la fenêtre, et saisir dans le champ “Libellé” la nouvelle caractéristique d’audience : RETABLISSEMENT PERSONNEL ; valider la saisie.

Ensuite, dans CITI, menu “Audience”, sous-menu “Planning”, créer les audiences de rétablissement personnel en utilisant cette nouvelle caractéristique.

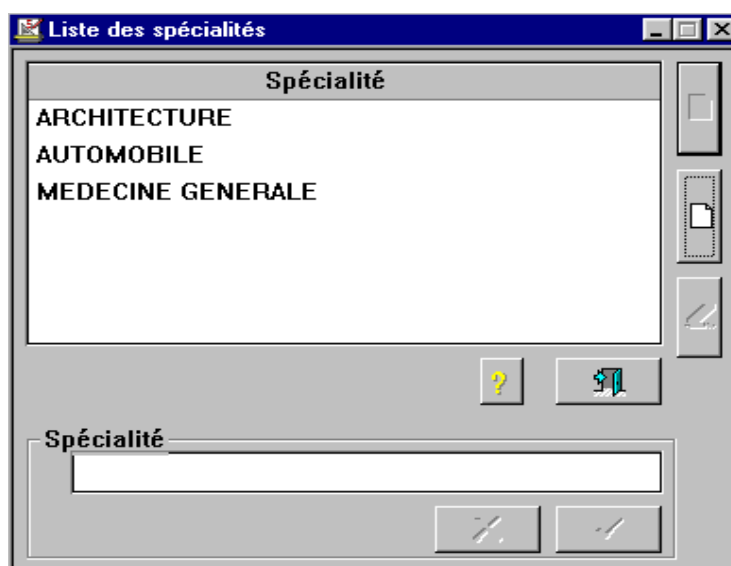
## **B) GESTION DES MANDATAIRES ET DES LIQUIDATEURS**

En l’état actuel, le logiciel CITI n’est pas adapté pour gérer des mandataires et des liquidateurs ; par conséquent, il est proposé d’utiliser le module “Expertise” pour constituer une table de mandataires et de liquidateurs.

Il est donc nécessaire de créer deux nouvelles spécialités : “RP MANDATAIRE” et “RP LIQUIDATEUR”.

Dans CITI, aller dans le menu “Expertise”, puis le sous-menu “Spécialités”.

La fenêtre “Liste des spécialités” apparaît :

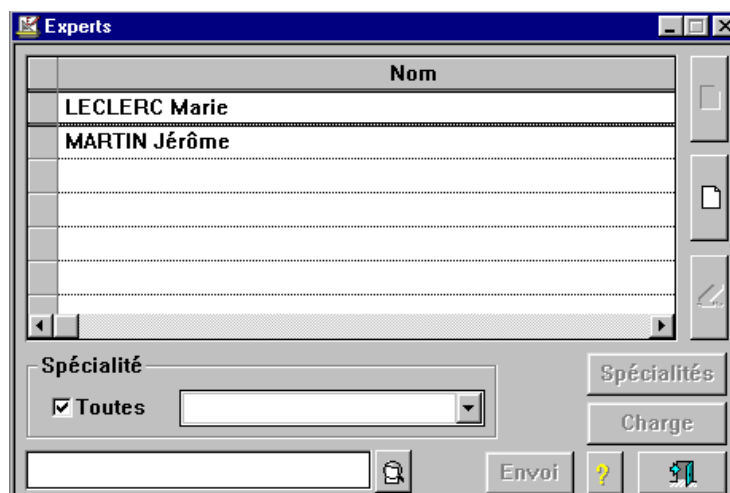


Cliquer sur le bouton de création de la fenêtre, puis saisir dans le champ “Spécialité” : “RP MANDATAIRE ”, et valider la saisie.

Recommencer cette opération en saisissant cette fois-ci comme spécialité “RP LIQUIDATEUR ”.

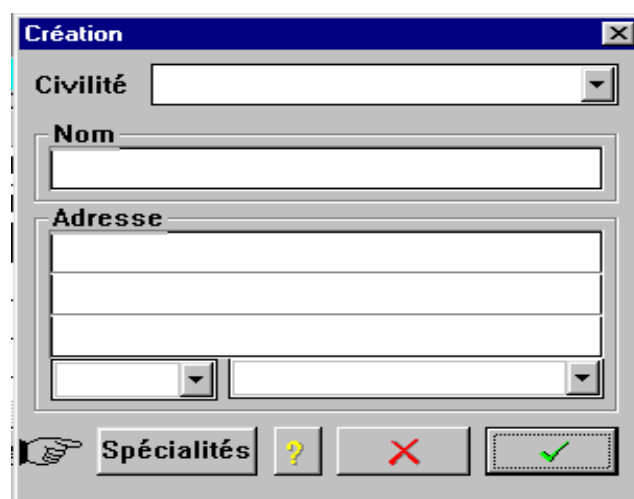
Ensuite, vous pourrez créer des mandataires et des liquidateurs, en allant dans le menu “Expertise”, sous-menu “Experts”.

La fenêtre “Experts” apparaît :



The 'Experts' window displays a list of names under the heading 'Nom'. The list contains 'LECLERC Marie' and 'MARTIN Jérôme'. Below the list, there is a 'Spécialité' section with a checkbox labeled 'Toutes' and a dropdown menu. To the right of the 'Spécialité' section are buttons for 'Spécialités', 'Charge', and 'Envoi'. There is also a question mark icon and a small icon with a red 'X'.

Cliquer sur le bouton de création de la fenêtre ; la fenêtre suivante apparaît :



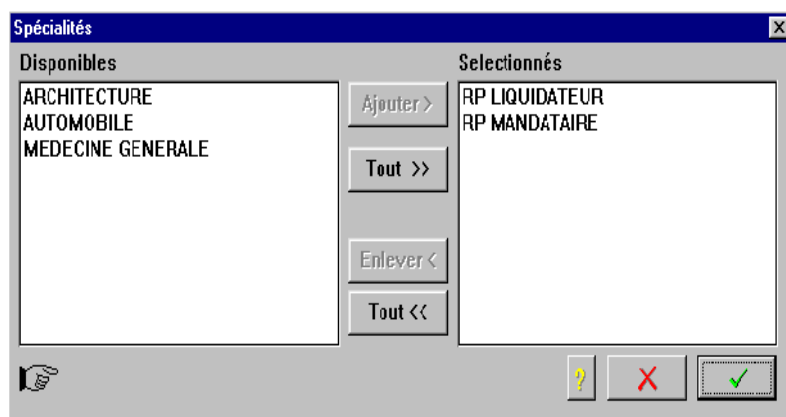
The 'Création' window contains fields for 'Civilité', 'Nom', and 'Adresse'. The 'Civilité' field is a dropdown menu. The 'Nom' field is a text input. The 'Adresse' field is a multi-line text input. At the bottom, there are buttons for 'Spécialités', a question mark icon, a red 'X' icon, and a green checkmark icon.

Renseigner les différents champs, et cliquer sur le bouton “Spécialités” de la fenêtre afin d’affecter, pour la création d’un mandataire la spécialité “RP MANDATAIRE”, et pour la création d’un liquidateur la spécialité “RP LIQUIDATEUR”

Si au cours de la procédure, le juge désigne comme liquidateur le mandataire, dans le menu “Expertise”, sous-menu “Experts”, sélectionner le mandataire et cliquer sur le bouton de modification.

Ensuite, dans la fenêtre intitulée “Modification”, cliquer sur le bouton “Spécialités” puis sélectionner cette fois-ci la spécialité “RP LIQUIDATEUR” et cliquer sur le bouton “Ajouter”.

Votre saisie doit correspondre à la fenêtre suivante :



Valider cette fenêtre.

### **C) IMPRIMÉS CONCERNANT LE RÉTABLISSEMENT PERSONNEL**

**Le greffe adressera les avis de jugement d’ouverture et les avis de dépôt de collocation en utilisant les modèles joints en annexe de la circulaire sur support papier. Ces imprimés ne devront en aucun cas être modifiés.**

Pour les imprimés relatifs aux avis, convocations et notifications, les juridictions devront dupliquer les trames qu’elles utilisent habituellement pour le surendettement, et les adapter à la procédure de rétablissement personnel.

Pour les imprimés relatifs aux mandataires et liquidateurs (acceptation, remplacement, rappel), il conviendra de dupliquer et d’adapter à la procédure de rétablissement personnel les imprimés utilisés habituellement pour les expertises ; il est rappelé que l’édition de ces imprimés s’effectue à partir de la fenêtre “Expertise de l’affaire n°...”. Exceptionnellement, il n’est pas nécessaire de sélectionner un publipostage.

La duplication doit s’effectuer dans CITIREF et dans WordPerfect.

Vous trouverez les différentes étapes à suivre pour la duplication des trames, déjà développées dans le “Mode opératoire pour dupliquer les trames de CITI et les adapter à la juridiction de proximité” ainsi que dans le “Descriptif des modifications à apporter à l’attestation de mission”, qui sont actuellement en ligne sur le site INTRANET / DSJ.

Afin de pouvoir identifier vos imprimés, il est conseillé de faire précéder le nom du fichier WP et le libellé, des initiales “RP”. Vous pouvez également utiliser “RP” pour créer le code de la trame à dupliquer.

Les modifications de texte ( notamment les références aux articles adéquats du Code de la Consommation, les mentions des voies de recours ) doivent être faites dans WordPerfect, dans la nouvelle trame issue de la duplication.

En revanche, tous ajouts ou modifications de champs doivent être effectués à la fois dans CITIREF et dans WordPerfect.

**Des modèles types de trames seront mis en ligne sur le site INTRANET ultérieurement ( MODELE 1 à MODELE 20 ).**

## **II. TRAITEMENT D’UN DOSSIER DE RETABLISSEMENT PERSONNEL**

**L’article L. 332-5 de la loi sus-visée prévoit que le JEX peut décider de l’ouverture d’une procédure de rétablissement personnel à l’occasion des recours exercés devant lui pour contester les décisions de la commission.**

**Il conviendra, à l’ouverture de la procédure de rétablissement personnel, de clôturer ces dossiers en cours.**

**Pour cela, et par convention, lors du suivi d’audience cliquer sur le bouton “Décision mettant fin à l’affaire”, puis sélectionner la décision libellée “Renvoi devant une autre juridiction”, dans l’attente d’une évolution de la table des décisions.**

### **A) ENROLEMENT D’UNE PROCEDURE DE RETABLISSEMENT PERSONNEL**

**Les consignes suivantes concernent la saisie des spécificités relatives à la procédure de rétablissement personnel.**

**1) Le dossier de rétablissement personnel doit être créé dans le **registre 11** :  
**CONTENTIEUX GENERAL****



2) Dans la zone “**Service**”, il est souhaitable de taper “**RP**” afin d’identifier le type d’affaire ; de plus, cette mention apparaîtra dans les accusés de réception ( menu “Fichier” sous-menu “Lot d’accusés réception”).

3) En l’état actuel, le champ “**Saisine**” doit être renseigné en sélectionnant :

- \* “**Autres**” si le juge est saisi par la commission.
- \* “**Saisine d’office du juge**” si le juge se saisit d’office.
- \* “**Déclaration écrite au greffe**” si le juge est saisi par le débiteur.

4) Dans l’attente de l’implantation d’une mise à jour de la **nomenclature des affaires civiles**, les codes à utiliser sont :

- **Nature d’affaire : 40A**

- **Procédure particulière : 0A**

5) Enregistrer le **débiteur** en tant que **demandeur**.


Dans l’hypothèse où un **travailleur social** est présent dans la procédure, il convient de ne pas le créer comme “demandeur” ou “intervenant en demande”. Il faudra en revanche le mentionner dans le chapeau du jugement.

Les **créanciers** sont enregistrés avec la qualité de **défendeurs**.

## **B) JUGEMENT D’OUVERTURE D’UNE PROCEDURE DE RETABLISSEMENT PERSONNEL**

Le JEX rend un jugement prononçant l’ouverture de la procédure.

En l’état actuel, il convient, lors du suivi de l’audience, de sélectionner la décision libellée “**Autre A.D.D.**” en cliquant sur le bouton “Autres décisions” ; le dossier passe en position “ATT ”.

Afin d’affiner cette décision, en cliquant sur le bouton  , **mentionner dans l’encadré “Mise à jour de l’observation” la véritable décision, à savoir “jugement d’ouverture d’une procédure de rétablissement personnel”**. Cela permettra lors de la consultation de l’affaire, d’avoir un historique plus lisible.

Si le juge désigne un mandataire, après avoir saisi en suivi d'audience la décision "**Autre A.D.D.**", il faut ensuite ouvrir le dossier par accès direct.

A partir du dossier, aller dans le menu "Expertise", puis sous-menu "Affaire en cours" ; la fenêtre "Création d'une expertise pour l'affaire n° ..." apparaît.

Vous devez renseigner les champs suivants :

**Spécialité** : RP MANDATAIRE

**Expert** : sélectionner à l'aide du menu déroulant le mandataire.

**Désignation** : taper la date de désignation du mandataire.

**Date limite pour le dépôt du rapport** : saisir la date.

Qualité	Nom	A.J.	Consign.	Limite	Rappel	Versement

L'acceptation, le refus ou le remplacement du mandataire, ainsi que le dépôt du rapport se traitent comme pour une expertise habituelle.

Le dossier est désormais en position "EXP".

## **C) DECLARATION ET CONTESTATION DES CREANCES**

## **1) Déclaration de créances**

A défaut de mandataire, les créanciers déclarent leurs créances au greffe du juge de l'exécution.

Le greffe doit donc dresser un état des créances ainsi déclarées.

Il n'est pas possible d'établir cet état de créances via le logiciel CITI ; par conséquent, le greffe devra l'établir sous forme de tableau, en utilisant WordPerfect ou Excel.

Par exemple :

Nom	Prénom	Adresse	Date de la déclaration	Date de la réception	Nature de la créance	Montant

## **2) Contestation de créances**

Les contestations après ouverture portant sur l'état des créances n'entraînent pas la création d'un nouveau dossier.

Cet événement ne pouvant pas être enregistré lors du suivi, il est préconisé d'utiliser l'encadré "Observations" de la fenêtre "Affaire n° ...", et d'y porter la mention "Contestation de créances".

## **D) DEMANDES EN RELEVÉ DE FORCLUSION DE CREANCES**

A défaut de déclaration dans le délai de deux mois à compter de la publicité du jugement, les créanciers peuvent saisir le juge de l'exécution d'une demande de relevé de forclusion dans le délai de six mois à compter de la publicité du jugement.

Ceci n'entraîne pas la création d'un nouveau dossier, la demande est traitée au sein du dossier de rétablissement personnel.

Cet événement ne pouvant pas être enregistré lors du suivi, il est préconisé d'utiliser l'encadré "Observations" de la fenêtre "Affaire n° ...", et d'y porter la mention "Demande de relevé de forclusion".


## **E) SUITE DE LA PROCEDURE**

Le juge de l'exécution peut donner plusieurs orientations à la procédure :

- établir un plan conventionnel
- prononcer immédiatement la clôture de la procédure pour insuffisance d'actif
- ouvrir une procédure de liquidation judiciaire.

### 1) Etablissement du plan


Lorsque le juge établit un plan, il faut, en suivi d'audience, en l'état actuel, sélectionner **“Acceptation partielle de la demande”** en cliquant sur le bouton “Décision mettant fin à l'affaire”.

Afin d'affiner cette décision, en cliquant sur le bouton , **mentionner dans l'encadré “Mise à jour de l'observation” la véritable décision, à savoir “établissement d'un plan”**. Cela permettra, lors de la consultation de l'affaire, d'avoir un historique plus lisible.

Le dossier est en position “FIN”.

### 2) Jugement de clôture pour insuffisance d'actif

Lorsque le juge prononce la clôture de la procédure pour insuffisance d'actif, en l'état actuel, en suivi d'audience, sélectionner **“Acceptation de la demande initiale”** en cliquant sur le bouton “Décision mettant fin à l'affaire”.


Afin d'affiner cette décision, en cliquant sur le bouton , **mentionner dans l'encadré “Mise à jour de l'observation” la véritable décision, à savoir “jugement de clôture pour insuffisance d'actif”**. Cela permettra, lors de la consultation de l'affaire, d'avoir un historique plus lisible.

Le dossier est en position “FIN”.

### 3) Ouverture d'une procédure de liquidation

Le juge prononce la liquidation judiciaire du patrimoine personnel du débiteur, et nomme à cet effet un liquidateur, qui peut être le mandataire.

Il convient, lors du suivi de l'audience, en l'état actuel, de sélectionner la décision libellée **“Autre A.D.D.”** en cliquant sur le bouton “Autres décisions” ; le dossier passe en position “ATT”.

Afin d'affiner cette décision, en cliquant sur le bouton , **mentionner dans**

**l'encadré “Mise à jour de l'observation” la véritable décision, à savoir “jugement de liquidation”.** Cela permettra, lors de la consultation de l'affaire, d'avoir un historique plus lisible.

Pour inscrire les données concernant le liquidateur, il faut ensuite ouvrir le dossier par l'accès direct.

A partir du dossier, aller dans le menu “Expertise”, puis sous-menu “Affaire en cours”.

Soit un mandataire a été désigné précédemment, et une ligne le concernant apparaît dans la fenêtre “Expertises de l'affaire n° ...”.



Cliquer sur le bouton de création de cette fenêtre afin de saisir les données concernant le liquidateur.

La fenêtre “Création d'une expertise pour l'affaire n° ...” s'affiche.

Soit un mandataire n'a pas été désigné, et la fenêtre “Création d'une expertise pour l'affaire n° ...” s'affiche directement.

Dans les deux cas, vous devez renseigner les champs suivants :

**Spécialité** : RP LIQUIDATEUR

**Expert** : sélectionner à l'aide du menu déroulant le liquidateur.

**Désignation** : taper la date de désignation du liquidateur.

Il est rappelé que si le juge désigne comme liquidateur le mandataire, il faut ajouter à ce dernier la spécialité “RP LIQUIDATEUR”.

L'acceptation, le refus ou le remplacement du liquidateur se traitent comme pour une expertise habituelle.

Le dossier est en position “EXP”.

Lorsque les opérations de liquidation et de répartition ont été effectuées, le liquidateur dépose au greffe, dans un délai de trois mois, un rapport dans lequel il détaille ses opérations. Vous pouvez utiliser le champ concernant la date limite du rapport pour mentionner ce délai.

Le dépôt du rapport se gère comme pour une expertise habituelle.


Il est possible d'utiliser l'encadré "Rémunération" pour y mentionner la somme du mémoire de frais et sa taxation par le juge de l'exécution (aux fins de perception, le cas échéant, de la somme consignée à la Caisse des Dépôts et Consignations).

#### **4) Jugement de mise à prix**

Au cours de la liquidation, le liquidateur peut demander au juge de l'exécution de déterminer ou de modifier la mise à prix des biens à vendre.

La demande du liquidateur n'entraîne pas la création d'un nouveau dossier.

En suivi d'affaire, en l'état actuel, sélectionner "**Autre A.D.D.**" en cliquant sur le bouton "Autres décisions".


Afin d'affiner cette décision, en cliquant sur le bouton  , **mentionner dans l'encadré "Mise à jour de l'observation" la véritable décision, à savoir "jugement de mise à prix"**. Cela permettra, lors de la consultation de l'affaire, d'avoir un historique plus lisible.

Le dossier est en position "ATT".

#### **5) Clôture de la procédure de liquidation**

Le juge de l'exécution peut prononcer la clôture de la procédure pour extinction du passif ou pour insuffisance d'actif.

Dans les deux cas, en suivi d'audience, en l'état actuel, sélectionner "**Acceptation de la demande initiale**" en cliquant sur le bouton "Décision mettant fin à l'affaire".


Afin d'affiner cette décision, en cliquant sur le bouton  , **mentionner dans l'encadré "Mise à jour de l'observation" la véritable décision, à savoir soit "clôture de la procédure pour extinction du passif", soit "clôture de la procédure pour insuffisance d'actif"**. Cela permettra, lors de la consultation de l'affaire, d'avoir un historique plus lisible.

Le dossier est en position "FIN".

## **6) Renvoi du dossier devant la commission de surendettement par le juge de l'exécution**

A tout moment de la procédure, le juge peut, s'il estime que la situation du débiteur n'est pas irrémédiablement compromise, renvoyer le dossier à la commission.

En suivi d'audience, en l'état actuel, sélectionner “**Renvoi devant une autre juridiction**” en cliquant sur le bouton “Décision mettant fin à l'affaire”.

Afin d'affiner cette décision, en cliquant sur le bouton  , mentionner dans l'encadré “**Mise à jour de l'observation**” la véritable décision, à savoir “**renvoi devant la commission de surendettement**”. Cela permettra, lors de la consultation de l'affaire, d'avoir un historique plus lisible.

Le dossier est en position “FIN”.

## **III. RESOLUTION DU PLAN CONVENTIONNEL**

En cas d'inexécution du plan, le juge en prononce la résolution.

Créer ce type d'affaire dans le **registre 14 : ORDONNANCES SUR REQUETE**

Les consignes suivantes concernent la saisie des spécificités de cette procédure.

Renseigner le champ “**Service**” en tapant “**RP**”.

Sélectionner “**Autres**” à l'aide du menu déroulant dans le champ “**Saisine**”.

Les codes à utiliser pour cette procédure sont :

- **Nature d'affaire : 40A**

- **Procédure particulière : 0A**

En suivi de l'affaire, sélectionner “**Acceptation de la demande initiale**”

Afin d'affiner cette décision, avant validation préciser dans l'encadré “**Observation**”, “**résolution du plan**”. Cela permettra lors de la consultation de l'affaire, d'avoir un historique plus lisible.

Le dossier est en position “FIN”.

\*\*\*\*\*

# **FORMULAIRES**



R1	BODACC	R2	5				R3						R4		
----	--------	----	---	--	--	--	----	--	--	--	--	--	----	--	--

ANNEXE I

Partie réservée au BODACC

**AVIS DE JUGEMENT D'OUVERTURE**  
**D'UNE PROCÉDURE DE RÉTABLISSEMENT PERSONNEL**

(à adresser à l'Office Spécial de Publicité -  
47, rue Louis Blanc - 92984 LA DÉFENSE - Cedex )

Prix de l'annonce

Tribunal ayant prononcé le jugement d'ouverture :

***Informations concernant le débiteur :***

**10** Date du jugement :

**1** **&9** Nom de famille :

**&11** Prénom :

**&45** Nom d'usage :

**&24** Date de naissance :

**&38** Numéro du département de résidence :

**32** *Les déclarations de créances devront être adressées au greffe du tribunal d.....dans un délai de deux mois à compter de la date de la présente publication.*

Date d'établissement de l'avis

Signature de l'expéditeur

Cachet du greffe

Identification de l'expéditeur (*A renseigner mais non publié*) :

- ☐ Greffe du tribunal de grande instance de  
☐ Greffe du tribunal d'instance de

Numéro de téléphone :

Numéro de télécopie :

R1	BODACC	R2	5				R3						R4		
----	--------	----	---	--	--	--	----	--	--	--	--	--	----	--	--

Partie réservée au BODACC

**AVIS DE JUGEMENT D'OUVERTURE**  
**D'UNE PROCÉDURE DE RÉTABLISSEMENT PERSONNEL**

(à adresser à l'Office Spécial de Publicité -  
47, rue Louis Blanc - 92984 LA DÉFENSE - Cedex )

Prix de l'annonce

Tribunal ayant prononcé le jugement d'ouverture :

***Informations concernant le débiteur :***

**10** Date du jugement :

**1** &9 Nom de famille :

&11 Prénom :

&45 Nom d'usage :

&24 Date de naissance :

&38 Numéro du département de résidence :

***Informations concernant le mandataire :***

**30** &25 Titre:

&9 Nom de famille :

&11 Prénom :

&45 Nom d'usage :

&4 Association, société...:

&23 Représentée par :

&20 Adresse :

&18 Code postal :

&19 Bureau distributeur :

(A renseigner mais non publié) :

Numéro de téléphone :

Numéro de télécopie :

**32** *Les déclarations de créances devront être adressées au domicile du mandataire dans un délai de deux mois à compter de la date de la présente publication.*

Date d'établissement de l'avis

Signature de l'expéditeur

**ETAT DES DETTES FISCALES  
NON PROFESSIONNELLES**

NOM et prénom du (ou des) surendettés(s) :

Si mariés, précisez le NOM de jeune fille de l'épouse :  
et sa date de naissance :

Date de naissance :

ADRESSE :

Nature de l'impôt (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, taxe foncière...)	Année d'imposition	Lieu d'imposition	Montant de l'impôt	Centre des impôts compétent	Trésorerie compétente

Toute fausse déclaration peut vous interdire de bénéficier des dispositions relatives au surendettement des particuliers prévues par le code de la consommation.

DATE,

SIGNATURE

**NOM ET ADRESSE DE LA COMMISSION**

N° du dossier :

Gestionnaire:

Monsieur le Président,

Je (Nous) soussigné (e,s):

Nom: **NOM ET PRÉNOM DU (DES) DÉBITEUR (S)**Adresse : **ADRESSE DU (DES) DÉBITEURS**

donne (donnons) mon (notre) accord à la transmission de mon (notre) dossier de surendettement au juge de l'exécution aux fins d'ouverture d'une procédure de rétablissement personnel, conformément aux dispositions prévues à l'article R.331-10-1 du Code de la Consommation.

Je (nous) suis (sommus) informé (e,s) que la procédure de rétablissement personnel est susceptible d'entraîner une décision de liquidation judiciaire au sens de l'article L.332-8 du Code de la Consommation reproduit ci-dessous.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, mes (nos) salutations distinguées.

Fait à .....le .....

**SIGNATURES**

---

**Article L.332-8 Du Code de la Consommation :**

“Le juge statue sur les éventuelles contestations de créances et prononce la liquidation judiciaire du patrimoine personnel du débiteur, dont sont exclus les biens meubles nécessaires à la vie courante et les biens non professionnels indispensables à l'exercice de son activité professionnelle. Il se prononce, le cas échéant, au vu du rapport rendu par le mandataire dans un délai de quatre mois à compter de sa désignation.

Le juge désigne un liquidateur qui peut être le mandataire. Le jugement qui prononce la liquidation emporte de plein droit dessaisissement du débiteur de la disposition de ses biens. Ses droits et actions sur son patrimoine personnel sont exercées pendant toute la durée de la liquidation par le liquidateur.

Le liquidateur dispose d'un délai de douze mois pour vendre les biens du débiteur à l'amiable ou, à défaut, organiser une vente forcée dans les conditions relatives aux procédures civiles d'exécution.

En cas de vente forcée, lorsqu'une procédure de saisie immobilière engagée avant le jugement d'ouverture a été suspendue par l'effet de ce dernier, les actes effectués par le créancier saisissant sont réputés accomplis pour le compte du liquidateur qui procède à la vente des immeubles. La saisie immobilière peut reprendre son cours au stade où le jugement d'ouverture l'avait suspendue.

Le liquidateur procède à la répartition du produit des actifs et désintéresse les créanciers suivant le rang des sûretés assortissant leurs créances.

Le liquidateur rend compte de sa mission au juge dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.”

---

<b>R1</b>	<b>BODACC</b>	<b>R2</b>	<b>5</b>					<b>R3</b>							<b>R4</b>	<b>1</b>	<b>8</b>
-----------	---------------	-----------	----------	--	--	--	--	-----------	--	--	--	--	--	--	-----------	----------	----------

Partie réservée au BODACC

## **AVIS DE DÉPÔT DE L'ÉTAT DE COLLOCATION**

(à adresser à l'Office Spécial de Publicité -  
47, rue Louis Blanc - 92984 LA DÉFENSE - Cedex )

Prix de l'annonce :

--

Tribunal ayant prononcé le jugement de liquidation :

### ***Informations concernant le débiteur :***

**29** Avis de dépôt de l'état de collocation

- 1**      &9 Nom de famille :  
           &11 Prénom :  
           &45 Nom d'usage :  
           &24 Date de naissance :  
           &38 Département de résidence :

**35**    &1    L'état de collocation a été déposé au greffe du juge de l'exécution du tribunal de

.....

&2    Les contestations seront recevables dans le délai de trente jours à compter de la date  
de la présente publication auprès du greffe civil du tribunal de grande instance de

.....

**14**    PUBLICATION LÉGALE (titre et date) :

Date d'établissement de l'avis

Signature de l'expéditeur

Cachet du greffe

Identification de l'expéditeur (*A renseigner mais non publié*) :

- ☐ Greffe du tribunal de grande instance de  
☐ Greffe du tribunal d'instance de

Numéro de téléphone :

Numéro de télécopie :